Le Nº 2 Fr. Nº 301 2 juillet 1983 quatorzième année

la brèche

organe bimensuel du
Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IVe Internationale

éditorial

Chili – Pologne :

LA SOLIDARITÉ OUVRIÈRE NE SE DIVISE PAS

Récemment, à Zurich et à Genève, des exilés chiliens ont mené une grève de la faim en solidarité avec leur peuple en lutte. La délégation de Solidarnośc en Suisse, exilée elle aussi, fut parmi les premiers à se solidariser avec les grévistes de la faim et le peuple chiliens. Les syndicalistes polonais se distancèrent ainsi du Pape, qui n'eut pas un mot contre la répression au Chili. Ce faisant, ils mettaient dans l'embarras tous ceux qui, à partir du renouveau de Solidarnośc et des manifestations de masse lors de la visite du Pape, s'apprêtaient à mitonner un nouveau brouet anticommuniste. Mais ils montraient aussi à la gauche suisse que la lutte des salarié(e)s chiliens et polonais contre Pinochet et Jaruzelski est la même.

La presse bourgeoise et le Pape en braquant leurs projecteurs sur la répression en Pologne pour mieux laisser dans l'ombre celle, bien plus brutale, au Chili, ont montré une nouvelle fois qu'il ne s'agissait pas pour eux de libertés et de droits de l'homme. L'objectif des bourgeois est d'accélérer le réarmement, donc de créer un climat de guerre froide, de réduire les droits démocratiques et d'empêcher l'aide réduite que fournissent les Pays de l'Est aux mouvements de libération. Le but du Pape – en Pologne comme au Chili – est de défendre la position de cette puissante institution qu'est l'Eglise contre les dangers naissants d'un mouvement ouvrier indépendant et conscient de sa force comme Solidarnośc.

Pour nous la solidarité est indivisible. Nous n'invoquerons aucun prétexte, aucune fausse raison, pour ne plus parler que du Chili et nous taire sur la Pologne. Dans les deux pays, il s'agit de la lutte de libération de la classe ouvrière : en Pologne contre une bureaucratie, issue de ses rangs et qui, au nom du prolétariat, exerce une dictature sur le prolétariat; au Chili contre l'impérialisme et le capitalisme indigène, qui avec une brutalité extrême ont, au nom du monde libre, écrasé toutes les libertés.

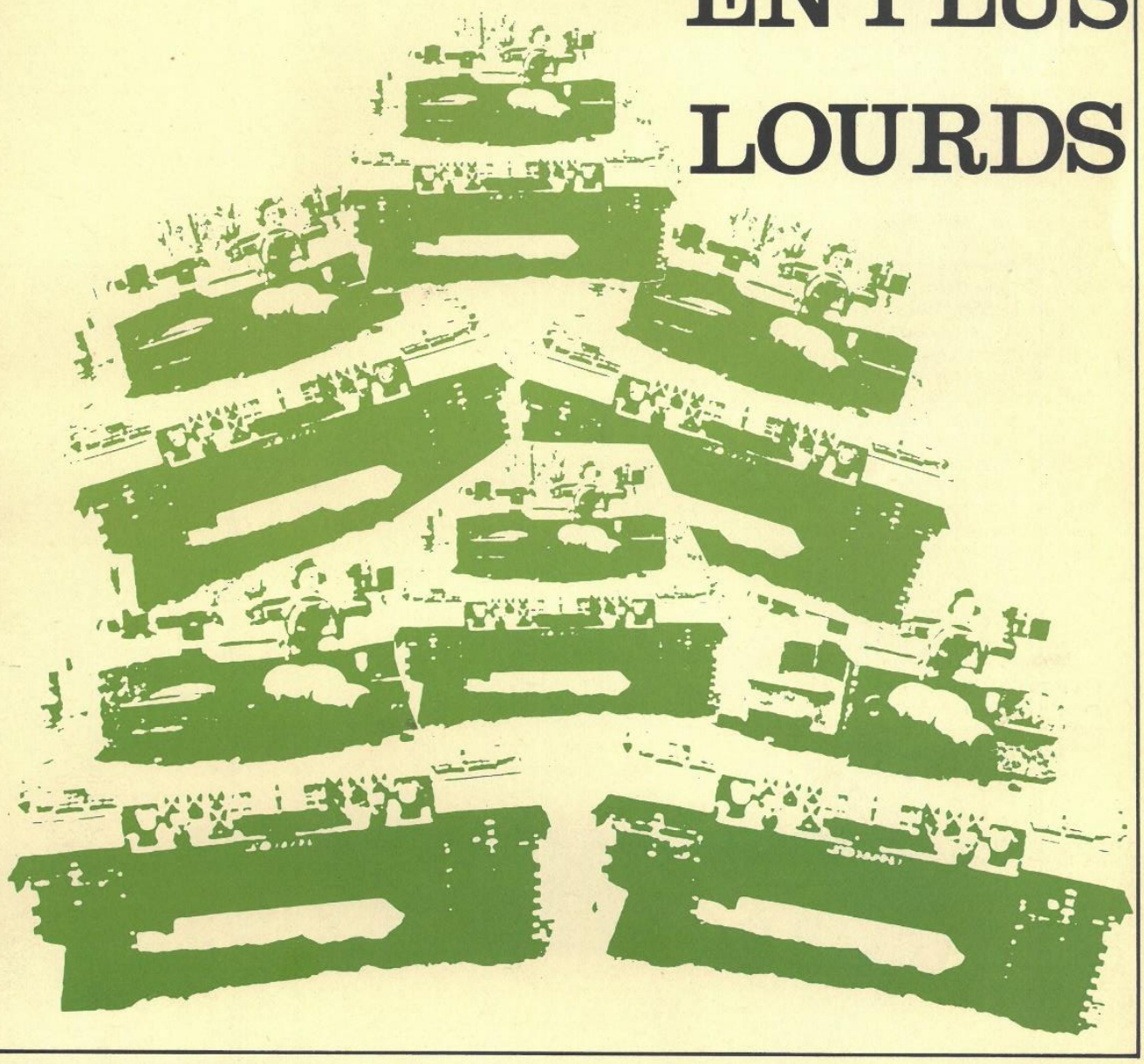
Les luttes dans ces deux pays ont montré – indépendamment des grandes différences de situation – le rôle essentiel de la classe ouvrière dans la libération de tous les opprimés et pour la solution de tous les problèmes mondiaux.

Les travailleurs chiliens et polonais ont donné une impressionnante leçon à tous ceux qui font si facilement leurs adieux au prolétariat. Dans les deux pays les salariés et leurs organisations de masse forment – surtout dans les grandes entreprises – l'avant-garde et la charpente d'un large front de résistance, qui rassemble aussi bien les ménagères, les paysans que les intellectuels, auxquels s'ajoutent au Chili les chômeurs, les petits commerçants et les transporteurs. Voilà les forces réellement capables d'œuvrer pour le changement. La solidarité ouvrière, internationale et indivisible, voilà la voie pour soutenir ce changement, le faire connaître mondialement et le permettre.

La Brèche

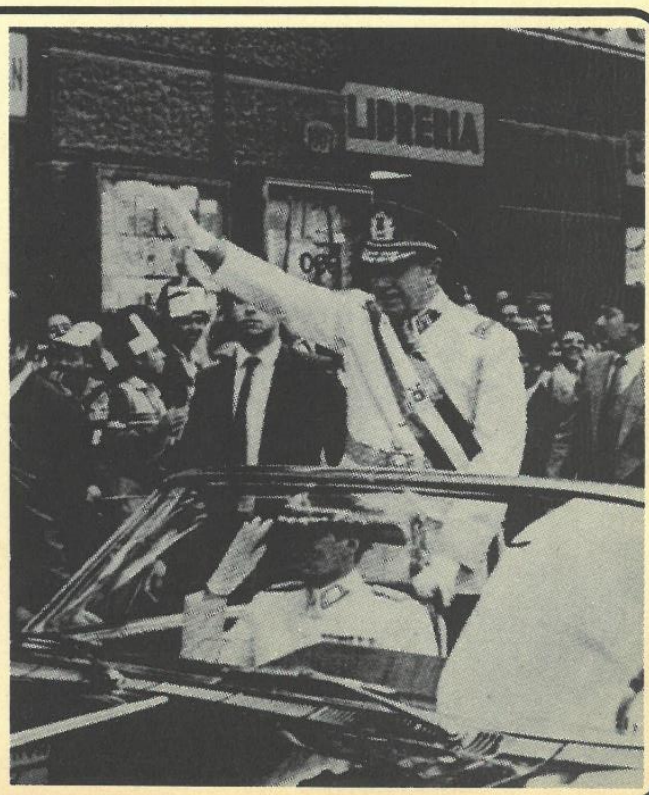
CRÉDITS MILITAIRES :

DE PLUS EN PLUS LOURDS



CHILI, 10 ANS APRÈS :

Pinochet vacille



En mouvement

5 novembre :

MANIFESTATION POUR LA PAIX A BERNE

Sur invitation du Comité pour la paix et le désarmement de Berne, plus de 70 personnes, représentant environ trente organisations se sont réunies à deux reprises. On y trouve le Conseil suisse des associations pour la paix, le Mouvement suisse pour la paix, WIWONITO, les Femmes pour la paix, l'OFRA, la Communauté évangélique universitaire, le Centre Martin Luther King, la Semaine pour la paix (Genève), les Juristes démocrates, les Comités de solidarité avec l'Amérique centrale, le Service chrétien pour la paix, le PSO, les POCH, le PdT, Demokratische Alternative, le PCE, le PCI, les JSR.

Il fut décidé d'organiser une grande manifestation pour la paix le samedi 5 novembre à Berne.

Après la première assemblée générale du 14 mai, une commission prépara une plate-forme revendicative. Celle-ci fut adoptée après cinq heures de discussion en assemblée générale le 19 juin. La commission préparera un appel, des propositions plus précises d'action et des modalités de financement de la manifestation à l'intention de la prochaine assemblée qui se tiendra à la fin août. L'appel sera basé sur la plate-forme adoptée qui contient les revendications suivantes :

A) **Politique internationale .**

— Non au stationnement des Pershing II et des missiles Cruise;

— Pour le désarmement à l'Ouest comme à l'Est, pour une Europe dénucléarisée, pour la dissolution des blocs militaires (Pacte de Varsovie et OTAN);

— Non aux missiles de moyenne portée en Europe de l'Ouest et de l'Est (y compris ceux basés en mer);

— Transformons les épées en socs de charrues : solidarité avec le mouvement pour la paix dans le monde, notamment avec le mouvement indépendant à l'Est et le mouvement pour le "gel nucléaire" aux Etats-Unis;

— Pour le développement des rapports humains entre l'Est et l'Ouest;

— Pour la réalisation et le développement des droits de l'homme dans tous les pays, y compris en Suisse;

— Pour que le non-alignement et une politique active pour la paix soient les principes de la politique étrangère helvétique;

— Pour la solidarité avec le Tiers Monde dans son combat pour la liberté, le développement et des rapports économiques justes;

— Pour de véritables négociations sous le contrôle de tous les peuples concernés.

B) **Politique intérieure :**

Non à la militarisation dans notre pays :

— Non à l'intégration des femmes à la défense générale;

— Non à l'Etat policier;

— Pour l'interdiction totale de l'exportation d'armes et de technologie nucléaire et pour la conversion de la production à des fins civiles;

— Pour l'initiative sur le service civil et pour les droits démocratiques dans l'armée;

— Non à la construction et au développement des places d'armes : Rothenthurm — non;

— Non au développement de la protection civile : elle ne permet pas la survie en cas de guerre nucléaire;

Des crédits sociaux et pas des crédits militaires :

— Le peuple doit voter sur les dépenses militaires;

— Des emplois et pas des dépenses militaires;

— Pour le soutien à la recherche dans le domaine de la paix.

* * * * *

Neuchâtel :

SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE CHILIEN

Les participants au rassemblement du 25 juin, devant la Fontaine de la Justice, convoqué par l'Association de soutien à la résistance chilienne "Salvador Allende" et soutenu par les organisations ouvrières et démocratiques de Neuchâtel, expriment leur solidarité avec la lutte du peuple chilien contre la dictature du général Pinochet. Ils condamnent la répression à laquelle ce régime a recours afin d'étouffer la légitime protestation populaire et exigent la libération de tous les détenus politiques.

Ils demandent au gouvernement suisse de prendre clairement position contre la dictature :

1) par le rappel de l'ambassadeur suisse à Santiago;

2) en décrétant l'embargo sur les exportations d'armes suisses au Chili;

3) en intervenant auprès des organisations internationales pour faire retirer l'accréditation de Washington Carrasco, représentant de la Junte.

Ils s'engagent à développer un large mouvement de soutien au peuple chilien pour le renversement de la dictature et l'instauration d'un gouvernement démocratique et populaire.

Neuchâtel, le 25 juin 1983

A Lausanne, samedi 9 juillet, 20h.30, Librairie La Cause du Peuple, 4, Petit-Rocher (50 mètres de Chauderon), *Osvaldo Torres,* chanteur arrivant du Chili, chantera le "Nouveau Chant du Chili", en quechua, en aymara et en espagnol. Fr. 10.—. Org. : Editions Résurgence, 021/22 28 71 et 25 52 34.

CHANGEMENT D'ADRESSE

Dès la mi-août, l'adresse de la rédaction de La Brèche, *comme d'ailleurs celle de la section de Lausanne du PSO, sera :*

Rue Chaucrau 3
1003 Lausanne

Prière donc de ne plus rien nous envoyer à notre ancienne adresse (8bis, rue de la Tour, 1004 Lausanne) dès cette date et encore moins à la case postale (1000 Lausanne 17), que nous n'utilisons plus depuis plusieurs années. Nous vous communiquerons nos numéros de téléphones respectifs dès que possible.

La Brèche
et la section de Lausanne du PSO

*

PARUTION DE LA BRÈCHE

Avec ce numéro de 16 pages, nous entrons dans la pause estivale. D'où ce numéro plus copieux que les autres, avec ses articles couvrant un large choix de sujets. Des entretiens (avec Ernesto Cardenal, avec un syndicaliste argentin), des documents (sur la guerre israélienne au Liban, sur l'affaire Novosti), des débats (avec les POCH, avec un militant du Parti du Travail). De quoi passer juillet et août sans s'ennuyer et en s'informant !

Notre numéro de rentrée paraîtra le samedi 27 août.

Bonne lecture et, pour ceux qui peuvent en prendre, bonnes vacances !

La Brèche

SOMMAIRE

EDITORIAL
Chili — Pologne :
La solidarité ouvrière ne se divise pas 1
POLITIQUE
Dépenses d'armement : Le scandale 3
Chars d'assaut et profits d'armements :
Le cirque continue ! 3
Débat POCH-PSO (1) 6 - 7
A propos du congrès du Parti du Travail :
Comment riposter ensemble ? 7
Quand Friedrich manipule : Novostiak 10
SOCIAL
Assemblée des délégués du SLP :
Plusieurs décisions importantes 4
Formation professionnelle à Genève :
Comment les patrons étouffent une initiative populaire 4
40 heures et emploi :
Où en est l'initiative de l'USS ? 4
Négociations conventionnelles dans la métallurgie :
La FTMH rejette "l'offre" patronale ! 5
Instruction publique genevoise :
Une fin de règne menaçante 5
DOSSIER
Misère et anarchie des transports 8 - 9
INTERNATIONAL
POLOGNE : L'avenir pour Solidarność 11
CHILI : Malgré la répression,
la résistance se poursuit 11
LIBAN : Le "Journal de guerre"
d'un colonel israélien 12 - 13
ARGENTINE : "Le développement
d'un syndicalisme de classe est inévitable"
Entretien avec Armando Jaime 14
BLUES — rock — pop : Pères noirs et fils blancs 15
L'ÉVÉNEMENT
NICARAGUA : "Notre devoir de chrétien est
de participer au processus révolutionnaire"
Entretien avec Ernesto Cardenal 16

abonnez-vous

Abonnements à La Brèche :

	Fr.
6 mois, enveloppe ouverte . .	22,50
une année, env. ouverte . . .	45.–
une année, env. fermée . . .	55.–
une année, étranger (Europe) .	80.–
abonnement de soutien	100.–

Administration :
La Brèche, case postale 858
1211 Genève 3
CCP 10 - 25 669
Rédaction :
La Brèche, rue de la Tour 8 bis
1004, Lausanne
Editeur responsable : *C. A. Udry*
Imprimerie : *CEDIPS, Lausanne*

Si nos activités et notre politique vous intéressent :

prenez contact

Parti Socialiste Ouvrier (PSO) section suisse de la IVe Internationale

Adresses des sections romandes

Parti Socialiste Ouvrier (PSO) /La Brèche,
case postale 13, 2500 Bienne 032 / 22 95 47
case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds
case postale 28, 1700 Fribourg 6
case postale 858, 1211 Genève 3 022 / 20 68 02
8 bis, rue de la Tour, 1004 Lausanne 23 05 91
case postale 1532, 2002 Neuchâtel
case postale 485, 1400 Yverdon

Le no 1 de "La Brecha" est paru

La Brecha, *bulletin en espagnol pour l'émigration latino-américaine, est publiée par la section de Genève du PSO. Au sommaire de ce numéro, plus fourni que le numéro 0, en particulier un article sur la montée des luttes ouvrières dans le Cône sud de l'Amérique latine, ainsi que le début d'une série consacrée à l'intégration du mouvement ouvrier suisse.*

La Brecha *peut être commandée à l'adresse de la section de Genève (case postale 858, 1211 Genève 3). Prix : 1 franc.*

ÀproPSO

"GUERRE ET RÉVOLUTION AU SALVADOR"

La révolution centro-américaine est en train de devenir un point de focalisation important à l'échelle internationale. Elle entraîne des débats et des discussions qui portent sur l'ensemble des questions auxquelles une stratégie révolutionnaire doit s'adresser dans un pays dominé par l'impérialisme. Ces débats se déroulent dans le cadre historique, économique et politique spécifique à l'Amérique centrale et aux différents pays qui la composent. La brochure du PSO *Guerre et révolution au Salvador* est une contribution à cette discussion.

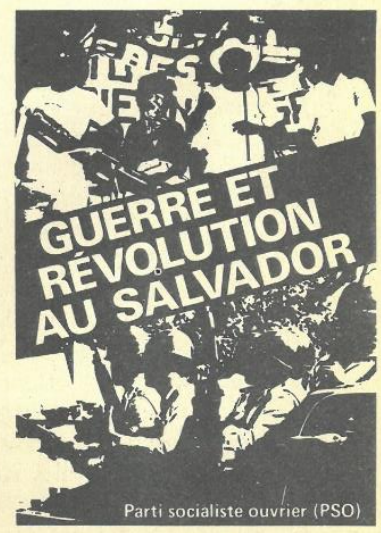
La brochure part du destin commun de l'Amérique centrale qui découle de son histoire. *"L'unité et la diversité sont inscrites dans l'histoire de l'Amérique centrale. La tendance à l'unité régionale découle de l'homogénéité socio-économique existant à l'époque précolombienne et qui a persisté au cours de la colonisation. En revanche la diversité des processus révolutionnaires en cours au Nicaragua, au Salvador, au Guatemala traduit les caractéristiques différentes des Etats auxquels ils s'affrontent. (...) Tel est le contexte dans lequel se développent les organisations révolutionnaires centro-américaines. Elles apparaissent sur le terrain national, ont une identité propre qui les distingue, mais les problèmes qu'elles rencontrent dans leurs luttes spécifiques ne peuvent être résolus qu'à l'échelle régionale. Il en découle un renforcement aux tendances unificatrices."* Telle est l'une des thèses centrales de la brochure.

Elle est appuyée par des développements intéressants sur l'unité culturelle de la région dans la période précédant la colonisation espagnole.

Une partie importante de la brochure est consacrée — comme son titre l'indique — à la situation au Salvador. On y trouve des indications utiles sur la formation sociale du pays, sur la politique de l'oligarchie et sur la formation et le développement des organisations révolutionnaires salvadoriennes. On y trouve également un document peu diffusé : la plate-forme du Gouvernement démocratique révolutionnaire qui a servi de base politique à la constitution du Front démocratique révolutionnaire, regroupant les organisations révolutionnaires salvadoriennes et des secteurs d'opposition sociaux- et chrétiens-démocrates.

Une brochure à lire absolument pour comprendre l'enjeu des affrontements actuellement en cours.

Prix : 6 francs. Commande : Veritas Verlag, case postale 355, 8031 Zurich, au auprès des sections du PSO.



Dépenses d'armement :

LE SCANDALE

Chars d'assaut et place d'armes de Rothenthurm : ce sont les deux faces d'une même question. L'armée projette d'acheter de nouveaux chars d'assaut. Pour pouvoir apprendre à les utiliser, elle devra disposer de terrains d'entraînement toujours plus importants. Par conséquent, la décision de construire la place d'armes de Rothenthurm est étroitement liée à la décision d'acheter de nouveaux chars.

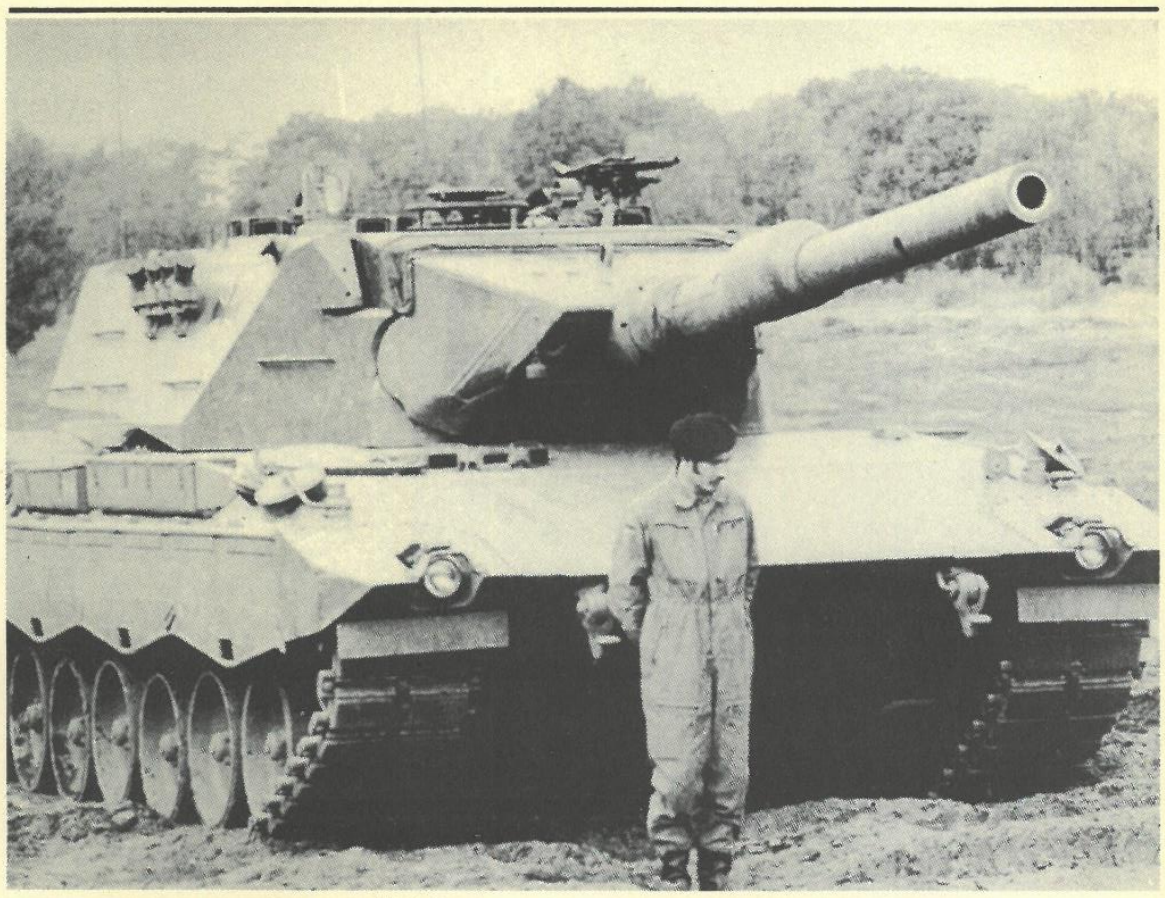
En une semaine, cette politique a été éclaboussée par deux scandales.

Premièrement, l'initiative pour la protection du marais de Rothenthurm a recueilli plus de 120 000 signatures en trois mois seulement. Il s'agit d'un véritable record qui témoigne de la popularité de l'opposition des paysans de Rothenthurm à la place d'armes du Département militaire fédéral. Dans un premier temps, MM. Chevallaz et Cie avaient laissé apparaître quelques hésitations quant à l'opportunité de maintenir l'ensemble du projet. Ils craignaient de se heurter à une opposition aussi massive. Leurs hésitations ne furent pas appréciées. De nombreux parlementaires bourgeois et officiers supérieurs exigent en effet le maintien intégral du projet. Pour eux, céder même partiellement porterait atteinte à la crédibilité d'ensemble de l'effort de surarmement en cours. Ils sont renforcés dans leur attitude par la décision du Parti socialiste suisse (PSS) de ne pas soutenir l'initiative. Tirant la conclusion politique qui s'imposait, Chevallaz et Cie laissèrent de côté leurs hésitations. Cela permit d'ouvrir la voie à la décision du Conseil des Etats de maintenir la place d'armes dans son intégralité, exception faite de quelques retouches de détail. Le Conseil national aura encore à se prononcer. Mais le vent semble souffler dans la bonne direction pour les militaristes. C'est le premier scandale.

Deuxièmement, le débat sur l'acquisition d'un char d'assaut a connu un nouvel accès de fièvre. Dans son édition du 15 juin, la Weltwoche révélait une "panne" importante. Un expert du DMF annonçait, dans un rapport interne du mois de mai, une impasse financière. Selon lui, le DMF n'aurait plus les moyens financiers pour maintenir l'ensemble de ses projets d'armements pour la décennie des années quatre-vingt. Ces projets prévoient non seulement des chars d'assaut, mais également des hélicoptères de combat, des chasseurs à réaction pour remplacer les "Mirages", des armes antichars, des avions d'entraînement à réaction, etc. A force de vouloir dépenser de l'argent dans tous les sens pour acheter un nouveau fusil d'assaut, commander 1 200 camions militaires supplémentaires à Saurer et développer le système de roquettes antichars "Dragon" – tout cela évidemment au nom de la "défense de l'emploi" – le DMF et ses supporters sont en train "d'épuiser" les réserves nécessaires à l'achat d'autres armements. La conclusion : au lieu d'acheter 420 chars d'assaut comme prévu, il faudrait réduire ce chiffre à 210, voire 140 !

Cette information fit l'effet d'une petite bombe. La réaction du DMF, Chevallaz en tête, ne se fit pas attendre : balivernes que tout cela ! Chevallaz assura la commission militaire du Conseil national que les moyens étaient là pour acheter l'ensemble des chars prévus. Le chef de l'Etat-major général Zumstein soutint ces propos. On voit ainsi la même ligne politique à l'œuvre. Les dépenses d'armement passent avant tout. Il n'y aura qu'à "économiser" encore plus sur les dépenses sociales. Et l'opposition sur ce point est faible. Le PSS suit cette politique. Son incapacité de faire aboutir tout seul l'initiative pour le droit de référendum sur les crédits militaires en témoigne. Combien de temps va-t-on encore accepter ce scandale ?

A. Meylan



Un char "Leopard II" qui intéresse tant Bührle-Contraves.

Chars d'assaut et profits d'armements :

Le cirque continue !

"La nervosité autour de l'achat des chars d'assaut augmente, la température a atteint le niveau de la fièvre (...) Le rôle principal dans cette pièce de théâtre est joué par l'industrie, qui a en perspective des affaires pour des milliards. Dans ce deuxième acte, la capacité de combat est une question secondaire. Même la notion souvent utilisée du 'plein-emploi', si l'on fait abstraction de son pouvoir d'attraction en tant qu'argument 'politique', n'est pas le plus important. **Ce qui compte aujourd'hui, sont les millions et les milliards.**" (*Neue Zürcher Zeitung, NZZ* du 17 juin 1983)

On ne saurait être plus explicite. Il n'y a pas d'aveu plus clair sur le sens véritable du surarmement. Les profits des trusts passent avant toute autre considération. Ceux qui applaudissent aux dépenses d'armement au nom de "la défense de l'emploi" seraient bien inspirés de prendre de la graine de ces déclarations de la grande bourgeoisie.

Cette prise de position de la *NZZ* fait toutefois apparaître au grand jour un débat entre militaristes. Jusqu'à présent il se tenait dans les coulisses de l'administration fédérale, des commissions militaires et des trusts privés de l'armement.

Des milliards imprévus

Pour pouvoir financer le surarmement, la bourgeoisie a recours à une planification à long terme. Cette planification se déroule en deux temps. Tout d'abord, le parlement vote des crédits d'engagement pour de nouvelles armes. Cela permet au DMF (Département militaire fédéral) de passer les commandes. Ensuite, une fois que ces commandes ont été faites, le parlement vote les crédits pour payer les commandes. Entre ces deux phases, il peut s'écouler plusieurs années. D'où l'importance de faire concorder les sommes prévues par ces décisions. C'est sur ce point que commence à apparaître une crise.

Le 18 mai, le divisionnaire Heinz Häsler, sous-chef de la planification, a présenté un rapport. Selon la *Weltwoche, "le DMF est menacé de perdre rapidement le contrôle du gouvernail sur ces choses".* Trois facteurs expliquent, selon Häsler, cette crise.

L'achat de 1 200 camions Saurer, de 150 000 fusils d'assaut de calibre 5,6 mm. et la somme particulièrement élevée consacrée aux crédits d'armement en 1983 (1,392 milliards de francs) ont bouleversé les plans financiers du DMF.

Selon Häsler *"Au total ce sont plus de 1,3 milliard de francs non prévus qui devront être payés d'ici à 1991".* Cette situation irait s'aggravant si le parlement devait décider de procéder à des coupes "symétriques" dans les budgets sociaux et militaires et s'il attribuait au budget militaire les 272 millions versés pour des armements au titre de la "relance".

Quand on sait que le prix des armements connaît une spirale inflationniste sans fin, on se doute bien que la réalisation de l'ensemble des projets du DMF entraînera des coûts encore bien plus élevés que ceux prévus par les "planificateurs".

Les conclusions que tire Häsler sont, pour le DMF, assez traumatisantes. Non seulement il faudra réduire le nombre de chars d'assaut, mais il faudra également renoncer au nouveau chasseur à réaction destiné à remplacer les "Mirages". Mais nous n'en sommes pas encore là. Trop d'intérêts sont en jeu pour que l'on renonce au surarmement.

Les dents longues de Bührle-Contraves

Deux chars d'assaut sont actuellement en présence : le "Léopard II" fabriqué par l'entreprise ouest-allemande Krauss Maffei, et le "Abrams Mark 1" fabriqué par General Dynamics aux Etats-Unis. L'avantage du Léopard II pour la bourgeoisie sur le plan strictement militaire est qu'il est déjà prêt pour une production de masse, ce qui n'est pas encore totalement le cas pour l'Abrams Mark 1.

Cet avantage est, en réalité, secondaire, comme le relève la *NZZ*. Le critère décisif est : combien de milliards le char choisi rapportera-t-il aux trusts suisses ?

Il y a quatre possibilités quand on achète des armes à l'étranger. On peut acheter un **produit fini, payé comptant.** On peut également prévoir **la construction sous licence de certaines parties de l'arme** dans le pays acquéreur. On peut exiger du vendeur qu'il **coproduise,** c'est-à-dire qu'il passe des accords de sous-traitance avec des constructeurs suisses. Enfin, on peut prévoir que le pays vendeur passe des **commandes compensatoires,** à savoir achète des biens dans le pays acquéreur pour un montant équivalent au prix de vente des armes en question.

L'achat du produit fini, payé comptant serait le meilleur marché. Le char Abrams serait, de ce point de vue, moins cher que le Léopard. Par contre, si des accords de licence étaient passés, l'Abrams entraînerait des coûts supplémentaires de l'ordre de 51 o/o ! Cette augmentation résulterait du fait que les entreprises suisses prendraient en charge – non sans profits – une partie du travail. Selon le DMF, l'augmentation de prix découlant d'un accord de licence ne devrait pas dépasser 15,5 o/o.

Pour résoudre ce problème, le DMF a confié le soin à la firme Contraves, du groupe Bührle, de faire une étude sur les augmentations de coûts admissibles en cas d'accords passés par le fabricant de chars étranger et des entreprises suisses. Or, le résultat de cette étude est le suivant : il faudrait que le char soit fabriqué à 50 o/o en Suisse pour que l'on puisse atteindre le pourcentage demandé par le DMF, soit 15,5 o/o. Le tour est ainsi joué. Selon un cadre dirigeant du DMF, René Scherrer, le Léopard II répond mieux aux exigences du DMF dans ce domaine des coûts. Pas étonnant dès lors que Contraves préfère lui aussi le Léopard II : de juteuses commandes sont en perspective.

Pour le DMF, en temps de guerre comme en temps de paix, la priorité de la Défense nationale va à la défense des profits.

André Meylan

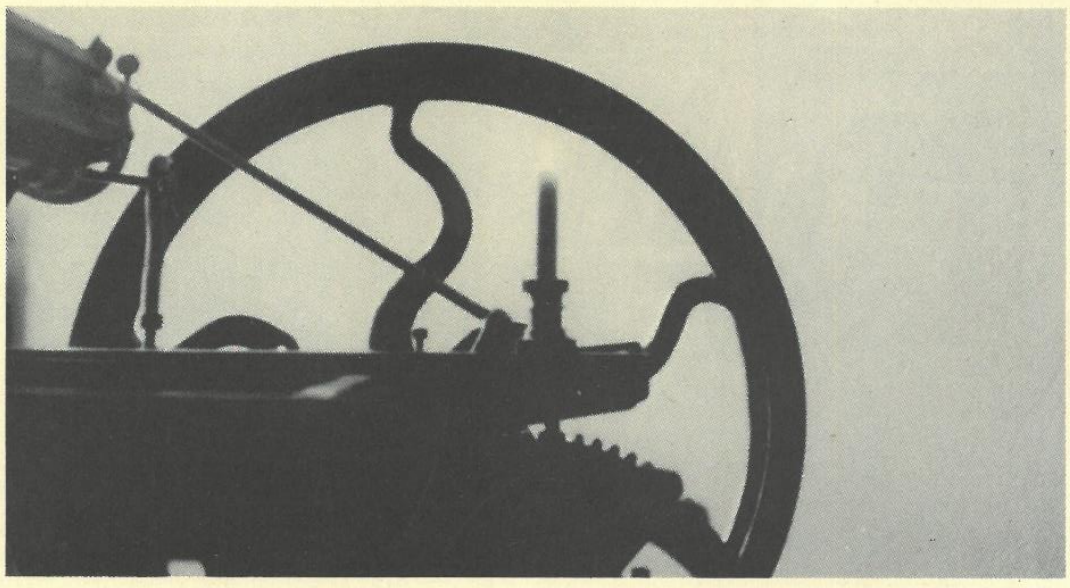


photo la brèche

Assemblée des délégués du SLP :

Plusieurs décisions importantes

L'assemblée des délégués du Syndicat du livre et du papier (SLP) s'est tenue du 17 au 19 juin à Lucerne. Une série de décisions importantes ont été prises. Le climat régnant dans l'assemblée n'avait plus, depuis longtemps, été aussi solidaire. Les décisions prises pourront contribuer à renforcer cette solidarité, à condition toutefois qu'elles trouvent une expression dans la pratique syndicale quotidienne.

L'affaire de la falsification de l'élection du président

L'expertise réalisée par l'Office des affaires criminelles de la République fédérale d'Allemagne à Wiesbaden a permis d'établir que Fredy Aeberli n'avait aucune responsabilité dans les falsifications. Fredy Aeberli s'était déclaré prêt à ne pas intervenir sur cette question si le bureau central et le comité central acceptaient de biffer les passages tendancieux consacrés à l'affaire dans le rapport d'activité bisannuel du SLP. L'assemblée des délégués accepta cette solution. Une première pierre avait été posée pour que l'assemblée se déroule de façon solidaire.

Une collaboration renforcée avec les lithographes

L'assemblée accepta une motion de la section de Zurich du SLP demandant à la direction de l'Union suisse des lithographes (USL) d'accepter la tenue d'une assemblée des délégués commune prochainement. Les thèmes de cette assemblée devraient être :

a) l'examen de la situation politico-économique dans l'industrie graphique;

b) le bilan des négociations sur les conventions collectives et les accords sur la compensation du renchérissement;

c) la collaboration et l'action futures contre l'offensive patronale.

Cette motion obtint le soutien du président de l'Union suisse des journalistes qui dans son discours à l'assemblée fit appel à l'USL pour que celle-ci accepte enfin l'ouverture d'une discussion sur la construction d'un syndicat unitaire des médias. Max Engel (secrétaire central de l'USL) n'eut pas d'autre réponse que des arguments corporatistes... L'assemblée adopta à l'unanimité une résolution appelant les membres de l'USL à se prononcer en faveur d'une discussion sérieuse sur une fusion.

Les négociations conventionnelles

Les négociations sur le renouvellement de la convention et de l'accord sur le renchérissement sont dans l'impasse à cause du refus arrogant du patronat. L'assemblée des délégués refusa d'accepter le chantage patronal qui propose la prolongation du contrat collectif actuel pendant quatre ans, sinon pas de contrat du tout et un paiement de la compensation du renchérissement une fois par année (au lieu de deux fois) avec un maximum garanti de 4 o/o. La fermeté syndicale s'exprima dans le fait que l'assemblée refusa, par deux votes, de s'adresser à l'Office fédéral de conciliation. Même le président Gerster critiqua l'Office de conciliation... Pour la première fois depuis longtemps le courant progressiste et la direction centrale du SLP étaient du même avis. Espérons qu'il s'agit d'un bon présage pour la votation à la base – prévue pour septembre prochain – sur l'attribution au Comité central de la compétence pour décider de mesures de lutte.

Des changements de structure

Une commission *ad hoc* sur les structures du SLP a pour tâche d'élaborer d'ici une année des propositions à l'intention de l'assemblée des délégués. Les membres doivent avoir plus d'influence; le poids personnel du secrétariat central dans le Comité central doit être réduit; le SLP doit se déclarer prêt à admettre des collègues qui ne sont pas soumis à la CCT; les statuts doivent être rédigés de telle façon que la volonté de construire un syndicat des médias ou d'industrie apparaisse clairement.

Résolutions spéciales

Des résolutions spéciales furent adoptées exprimant la solidarité avec le syndicat polonais Solidarność, avec le mouvement ouvrier chilien dans la lutte pour ses droits, et condamnant la campagne bourgeoise contre le conseiller fédéral Ritschard.

correspondant
industrie graphique

Formation professionnelle à Genève :

Comment les patrons étouffent une initiative populaire

Le patronat genevois considère l'apprentissage comme sa chasse gardée. Et pour lui, tous les moyens sont bons pour garder sa mainmise sur la formation professionnelle. Un exemple récent vient de le confirmer.

L'initiative du cartel syndical genevois pour l'amélioration de la formation professionnelle, déposée en 1974, et qui prévoit le prélèvement d'une taxe spéciale sur les entreprises de 2 à 5 o/oo de la masse salariale distribuée a connu un sort édifiant.

Pendant quatre ans, au mépris de la Constitution, qui lui donne un an pour rédiger un texte de loi, le Grand Conseil ergote pour finalement proposer un texte qui refuse la taxe sur les entreprises. En votation populaire, en 1978, l'ensemble des principes formulés par l'Union des Syndicats du Canton de Genève (USCG) sont acceptés. Le Grand Conseil est désavoué. Il doit rédiger à nouveau un texte absolument conforme à l'initiative.

Mais il faut encore attendre deux ans, pour qu'en juin 1980, le texte de loi définitif adopté par le Grand Conseil, soit à nouveau soumis au peuple. Il est accepté à une large majorité.

Les patrons déposent immédiatement un recours au Tribunal Fédéral, qui fait part de ses considérants un an plus tard, en juin 1981 – encore un an de gagné pour les patrons. Que dit le Tribunal Fédéral ? Sur le fond, la loi est conforme au droit fédéral et à la Constitution. Cependant, certains points mineurs sont à modifier (la loi doit fixer précisément le cercle des personnes assujetties à la taxe et celles qui peuvent en être exemptes, un taux minimum de 2 o/oo fixé par la loi n'est pas acceptable étant donné que les sommes prélevées pourraient alors dépasser les affectations prévues).

On le voit, en supprimant le taux minimum, en précisant le cercle des entreprises concernées par la taxe, la loi pourrait rapidement être introduite. Cela fait pourtant deux ans que le jugement du Tribunal Fédéral a été prononcé et l'on ne voit rien venir...

"Allez ! la démocratie semi-directe, les initiatives populaires, c'est bon pour les livres d'éducation civique ! Ils font de toute manière ce qu'ils veulent", diront ceux qui ont voté deux fois et qui ont la mémoire assez longue. La passivité de l'USCG devant de tels procédés ne peut que leur donner raison et nourrir le fatalisme et la démoralisation !

Eva Lamas

40 heures et emploi :

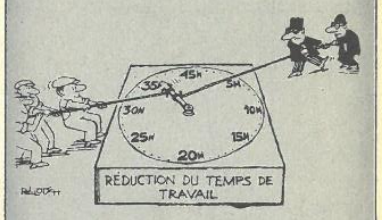
OÙ EN EST L'INITIATIVE DE L'USS ?

La diminution rapide du temps de travail est l'une des conditions pour le maintien de l'emploi. L'Union syndicale suisse (USS) prendra prochainement des décisions importantes quant au lancement de son initiative pour les 40 heures. Une consultation a eu lieu dans les fédérations de l'USS sur ce point. Le Syndicat des Services Publics (SSP) a récemment publié les résultats de la consultation de ses sections.

Un tiers des sections, représentant le 70 o/o des membres répondit au questionnaire du Comité directeur. 46 sections, sur 64, se prononcèrent en faveur d'une diminution plus rapide vers les 40 heures (deux heures par année au lieu d'une heure par année). Diverses sections se prononcèrent en faveur de l'introduction des 40 heures dans l'année suivant l'acceptation de l'initiative. D'autres sections demandèrent la semaine de 38 heures voire de 35 heures.

Pour les travailleurs et les travailleuses faisant l'objet de dispositions d'exception dans la législation actuelle, plusieurs sections demandèrent que l'on prévoie une diminution du temps de travail proportionnellement aussi importante.

La majorité des sections se prononcèrent en faveur de la création d'un comité de soutien à l'initiative comprenant les syndicats de salariés et les partis de gauche.



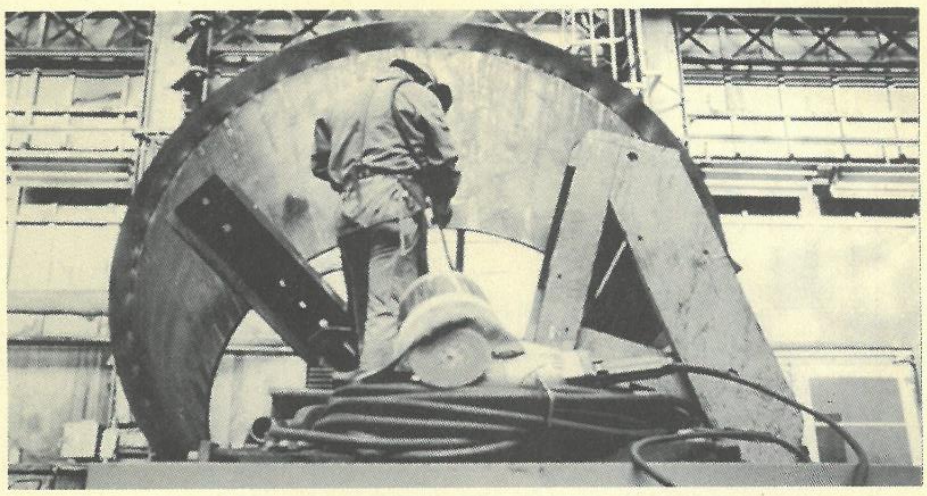
Deux questions vont, selon toute vraisemblance, faire l'objet de débats importants dans l'USS.

Premièrement, en ce qui concerne le rythme et l'objectif de la diminution du temps de travail, il est certain que des solutions allant plus loin que celles prévues dans le projet de texte de l'USS seront nécessaires. D'une part, la défense de l'emploi passe par une diminution rapide du temps de travail, d'autre part, pour mobiliser les membres actifs des syndicats dans la récolte de signatures, il serait indispensable de ne pas se contenter d'une solution minimale.

Deuxièmement, le lancement de l'initiative serait l'occasion de constituer un front unitaire des organisations du mouvement ouvrier. C'est à la volonté de constituer une telle unité que l'on mesurera l'engagement véritable de l'USS dans la mise sur pied d'un front d'action pour la défense des intérêts des travailleurs et des travailleuses face à l'offensive patronale.

Négociations conventionnelles dans la métallurgie :

LA FTMH REJETTE «L'OFFRE» PATRONALE!



Interfoto

* POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS 45 ANS, CE SYNDICAT DIT CATÉGORIQUEMENT NON AUX PATRONS.

A l'unanimité, plus de 230 délégués de la Fédération des travailleurs de l'horlogerie et de la métallurgie (FTMH) ont rejeté, le 18 juin, "l'offre" provocante du patronat. Le 9 juillet, une deuxième conférence d'industrie de la FTMH devra donner son avis sur la nécessité de reconduire l'accord de paix du travail, qui arrive à échéance le 19 juillet 1983.

"L'offre" des patrons est une authentique provocation. Pas une seule des revendications avancées par la FTMH n'est accordée : — au lieu des 100 francs d'allocations familiales par enfant, les patrons offrent 90 francs; — les travailleurs à temps partiel ne peuvent être intégrés dans la convention collective de travail (CCT) que s'ils travaillent à plus de 50 o/o. Mais le coup de massue patronal tombe sur la réduction du temps de travail. Les patrons sont prêts (!) à diminuer l'horaire hebdomadaire d'une heure jusqu'au 1er janvier 1987, avec une réduction de 2,8 o/o du salaire. En outre, les entreprises peuvent, selon les besoins, introduire en partie cette diminution du temps de travail sous forme de pauses. Ce qui dépasse 8 jours fériés par an peut être déduit de cette baisse d'horaire. En "contrepartie", le syndicat et les commissions d'entreprise doivent s'engager à persuader les travailleurs d'accomplir des heures supplémentaires. En outre, les patrons soulignent, dans une formulation presque poétique, que le travailleur doit produire tout ce *"qu'il est capable de produire et ce qui peut lui être attribué de bonne foi"*. Enfin le syndicat doit explicitement se prononcer pour le développement du travail en équipes. L'objectif est clairement de faire travailler de plus en plus des gens qui gagneront moins.

La réponse de la FTMH

Cette "offre" ne pouvait être acceptée par la délégation de la FTMH. Les négociations furent suspendues et les représentants du syndicat quittèrent la salle. Pour la première fois depuis la signature de la paix du travail, il y avait rupture des négociations. Pour la première fois depuis 45 ans, la FTMH a dit catégoriquement non aux patrons.

La nécessité de rejeter cette prétendue offre était évidente pour tous les délégués de la conférence d'industrie du 18 juin, tenue à Thoune. Plusieurs propositions pour faire pression sur le patronat furent avancées. Une section proposa l'organisation d'une manifestation nationale, quelques délégués s'exprimèrent en faveur d'une information immédiate et large de l'opinion publique, par le biais de communiqués de presse, de tracts, etc.

Sur le moment, une seule décision concrète a été prise : la délégation de négociation reçut un mandat précis sur les thèmes à négocier. La liste des revendications fut réduite à quelques postulats essentiels. En tête de liste — et cette priorité fut revendiquée avec véhémence par de très nombreux délégués — la réalisation, en deux étapes durant les cinq ans de validité de la CCT, de la semaine de 40 heures. Quelques délégués exprimèrent aussi très clairement la nécessité de réaliser cette diminution du temps de travail sans diminution du salaire.

Préparer la mobilisation

Syndicat chrétien, association des employés et FTMH sont d'accord à la fois sur le rejet de l'"offre" patronale et sur les revendications prioritaires. Le terrain est donc particulièrement favorable à la préparation d'une mobilisation unitaire. Des propositions dans ce sens ont été faites par les délégués. Les secrétaires centraux responsables ont indiqué qu'il appartenait à la conférence d'industrie du 19 juillet d'en discuter.

Les patrons ne reculeront pas si facilement; chaque jour qui passe sans que rien ne se fasse nous rapproche de la défaite. Sur ce point la responsabilité de la direction syndicale est engagée. Malheureusement, il n'y a pas eu, avant la conférence d'industrie, d'informations sur l'attitude agressive du patronat, ni sur la rupture des négociations. Evoquer ici les obligations découlant de la paix du travail n'est pas de mise. Même l'obligation absolue de paix du travail, que nous rejetons par principe, n'empêche pas de commencer dès maintenant les préparatifs de mobilisation. Tracts, assemblées d'entreprises doivent immédiatement informer nos collègues de travail. Car l'information est la première condition de la mobilisation.

Livio Hoffmann

Instruction publique genevoise :

Une fin de règne menaçante

Parce que 130 maîtres ont reçu une lettre de licenciement, qu'une centaine de leurs collègues seront mis au chômage partiel dès la rentrée et que les Etudes pédagogiques ont été fermées pour de nombreux candidats qui y étaient normalement inscrits, les enseignants du Cycle d'orientation ont observé vendredi 17 juin un arrêt de travail d'une heure. Malgré les difficultés d'organisation dues à la fin de l'année scolaire, le débrayage a été suivi dans 12 écoles sur 17, par 30 à 80 o/o des maîtres. En fin d'après-midi, environ 200 enseignants de tout le secondaire, Cycle d'orientation et supérieur réunis, se sont rassemblés devant le Département de l'Instruction Publique (DIP) pour remettre à la direction une pétition signée par plus de 1 000 maîtres.

Face à cette mobilisation, certes encore assez limitée mais qui exprime le mécontentement réel et profond de l'ensemble du corps enseignant, le DIP, pressé par la droite, a voulu jouer les durs : d'abord il a rompu des négociations qui n'avaient pas été entamées... puis il a lâché quelques miettes ! Voilà la politique suivie par le DIP qui n'a à sa tête quasiment que des membres du Parti socialiste ! Refus d'entrer en matière sur les revendications, et simple promesse que les directives qui alourdissent les conditions de travail des maîtres — et qui ne seront négociées qu'en septembre — seront appliquées avec "souplesse" d'ici là ! Pour justifier son intransigeance, le DIP invoque les millions consacrés à la baisse massive du temps de travail de ces quatre dernières années (passage du poste 24-28 heures au cycle et 22-26 heures au supérieur à 20-24 pour tous) et la nécessité d'une meilleure gestion du Département pour contrer les attaques de la droite. Alors même que son budget augmente (30 postes supplémentaires pour la diminution des effectifs de classe), le DIP fait des économies qui remboursent largement cette augmentation en mettant systématiquement les enseignants au maximum du poste (23-24 heures). Il veut prouver par là sa bonne volonté, donner des garanties de sa bonne collaboration gouvernementale, montrer aux députés de droite qu'il sait aussi faire des économies ! Finis la poursuite de la démocratisation des études et le souci d'assurer un enseignement de qualité ! Finie la période où le DIP défendait les enseignants !

Dérouler le tapis rouge pour la droite

Au contraire, il n'a pas hésité à les attaquer dans la presse pour se distinguer d'eux ! Ainsi la direction socialiste de l'Instruction Publique fait le travail de dénigrement syndical de la droite, qui n'en demandait pas autant ! Le Parti libéral, sans attendre les gages du DIP, avait déjà lancé une initiative contre l'école. Maintenant le Conseil d'Etat essaie de supprimer les heures de décharge consacrées à la recherche et au renouvellement des programmes. En pensant se défendre contre ces attaques, Chavanne — chef du DIP — appelle à de plus grandes économies encore !

C'est de cette manière qu'il prépare le plus sûrement la reprise du DIP par un parti bourgeois ! Dans la bataille de la succession à la tête du DIP, la droite ne fera de toute façon aucun cadeau. Et Chavanne, après 22 ans passés à cette fonction, perd toute la crédibilité qu'il avait gagnée auprès des enseignants en mettant en cause leurs acquis. Mais derrière lui, il y a aussi le Parti socialiste. On apprendra avec intérêt que son comité directeur a refusé par 12 voix contre 4 une motion de soutien aux enseignants, motion qui mettait sur le dos des restrictions budgétaires les attaques actuelles et qui n'égratignait donc pas un poil de la moustache de Chavanne !

Contrer la décision

De plus, celui-ci n'a pas hésité à tenter de scinder les enseignants, en les divisant en d'innombrables catégories et en attaquant tour à tour chacune de leurs organisations. Il essaie ainsi de les empêcher de résister ou de réagir. Et c'est là que se trouve pour nous le plus grand danger : la division ! Déjà dans ce mouvement, le mot d'ordre de réengagement de **tous** les maîtres licenciés n'a été soutenu que par le SSP-VPOD (Syndicat suisse des services publics). Pourtant nous devons faire bloc contre les attaques de la droite, la soumission et le défaitisme de la gauche; nous devons refuser toute division qui entraînerait inévitablement de plus lourdes défaites dans les années à venir.

correspondante Genève

DÉBAT POCH~PSO (1)

A la suite de l'unité d'action réalisée autour de l'initiative pour l'abaissement de l'âge de la retraite, les POCH et le PSO se sont mis d'accord pour organiser un débat politique général entre eux. Dans ce cadre, des assemblées générales communes de discussion se sont tenues dans quelques sections en Suisse alémanique. Elles ont permis de mieux cerner points d'accord et divergences d'analyses et de propositions. Comme cette discussion n'a pas de raison de rester interne aux deux partis, la décision a été prise d'en donner un aperçu dans nos publications respectives. Pour ce faire, chaque parti a posé par écrit quelques questions à l'autre. Nous publions ci-dessous les réponses des POCH aux questions du PSO. Notre prochain numéro contiendra les réponses que nous avons faites aux questions des POCH.

Thomas Heilmann, théoricien des POCH, rédacteur de leur organe POCH-Zeitung *et auteur des réponses à nos questions.*

Remarque introductive :

C'est avec une certaine déception que nous avons pris connaissance des questions du PSO aux POCH; car elles nous semblent être posées dans un style, depuis longtemps dépassé, de discussion entre gens persuadés de détenir la vérité. Nous n'y avons pas senti beaucoup d'intérêt véritable à une discussion pouvant faire progresser aussi bien les POCH que le PSO. Cependant nous avons essayé de faire contre mauvaise fortune bon coeur et de répondre judicieusement aux questions. Si, par contre, les interrogations du PSO devaient être attribuées au fait que nos propres publications leur donnent une place centrale, nous le regretterions vivement.

En ce qui concerne le caractère des réponses, il faut préciser qu'elles ne représentent en aucune manière une quelconque opinion officielle des POCH. Il ne sera pas difficile aux camarades du PSO de trouver des membres des POCH qui donneront d'autres réponses sur tel ou tel point, voire même sur tous. La responsabilité de ces réponses relève, en ce qui concerne les POCH, uniquement de celui qui les a écrites.

Très profondément vôtre :
Thomas Heilmann

Les grands problèmes mondiaux comme la guerre, l'oppression du Tiers Monde, les atteintes à l'environnement, le chômage et le démontage social peuvent-ils être résolus sans que les travailleurs s'unissent et s'emparent des moyens de production pour appliquer leurs propres solutions par le moyen d'une planification démocratique ?

Ce que les interpellateurs entendent par "union" reste encore énigmatique. Dans les POCH il y a toutefois certainement un accord sur le fait qu'une telle "union" des travailleurs ne peut pas progresser par le biais d'organisations uniques; ni les syndicats uniques, ni les partis uniques ne sont des objectifs poursuivis par les POCH. Naturellement nous ne sommes pas du tout opposés à ce que les travailleurs *"s'emparent des moyens de production"* et réalisent leurs solutions au moyen d'une planification démocratique. Cependant je ne crois pas que cela soit suffisant pour résoudre les grands problèmes mondiaux; car je ne crois pas non plus qu'il suffit de se libérer du joug capitaliste pour que ces problèmes se résolvent d'eux-mêmes. La question de savoir ce qu'il faudra faire une fois le capitalisme vaincu sera au moins aussi difficile à trancher (surtout dans la pratique) que celle du renversement du capitalisme.

Mais, la question – plus intéressante que la constatation que le capitalisme doit être renversé si l'on veut répondre aux grands problèmes de l'humanité – est, dans la situation actuelle (qui n'est nullement caractérisée par un mouvement révolutionnaire de masse attendant le signal de l'attaque contre le Palais d'Hiver) celle de ce que nous pouvons faire premièrement pour empêcher l'impérialisme de "résoudre" à sa manière les problèmes évoqués, c'est-à-dire de consolider sa puissance, pour continuer à dominer le monde durant d'autres décennies, et deuxièmement ce que nous pouvons entreprendre pour nous rapprocher de la solution des problèmes actuels avant même que le capitalisme ne soit vaincu. Car sans pas concrets dans cette direction, entrepris par des forces qui s'orientent vers le renversement de l'impérialisme et du capitalisme, les masses d'ici et d'ailleurs ne se mobiliseront qu'à peine pour des objectifs plus lointains.

Les POCH révisent-ils leur justification de l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie en 1968 et sont-ils prêts à soutenir aussi Solidarnośc lorsqu'elle aura imposé ses objectifs autogestionnaires contre la bureaucratie de l'Etat et du Parti et que sa ligne ne sera plus celle de l'entente ?

Les POCH n'ont jamais justifié l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie; l'intention sous-jacente à la question se dévoile d'elle-même lorsqu'on y lit l'exigence de donner carte blanche à une organisation sur laquelle ni le PSO ni les POCH n'ont pas la moindre influence. On pourrait tout aussi bien demander aux POCH s'ils sont prêts à admettre l'utilité de gilets de sauvetage pour les habitants du Sahara au cas où un raz de marée devrait s'y produire. A l'inverse on pourrait aussi demander aux camarades du PSO s'ils sont prêts à soutenir Solidarnośc même si cette prétendue ligne d'entente devait continuer à s'appliquer.

Mais le nœud de l'affaire est bien ailleurs : pour les POCH, la situation dans les pays du soi-disant "socialisme réel" n'est pas d'un intérêt prioritaire. Naturellement nous n'avons absolument rien contre le fait que dans ces pays des formes pluralistes de vie politique et plus généralement sociale s'instaurent, que la liberté de mouvement pratique et la liberté d'idées des citoyens et des citoyennes se développent. Nous n'avons absolument rien contre la revendication "davantage de vie", même dans les pays est-européens. Mais la situation en Europe de l'Est n'est pas déterminante pour ce qui se passe ici. Lorsque des paquets de vivres sont envoyés en Pologne, j'en suis bien aise, du fond du cœur, pour chaque pauvre enfant polonais; mais notre tâche n'est pas de participer à de telles actions tant que quotidiennement d'innombrables êtres humains meurent de faim dans le Tiers Monde. La presse n'a jusqu'à maintenant pas parlé de morts de faim en Pologne.

Le camarade Herczog refuse que les POCH soient caractérisés "d'ennemis de l'armée" parce qu'ils soulèvent des "interrogations critiques" et "accentuent différemment" la politique de sécurité. Les POCH sont-ils contre cette armée qui garantit la sécurité des banques et des patrons et menace celle des salarié(e)s ?

Il est notoirement connu que l'Armée suisse joue un rôle idéologique d'intégration important, en particulier pour les salariés – la paix du travail et la reconnaissance de la défense nationale représentèrent à la fin des années trente un même ensemble idéologique qui n'a pu être que consolidé par la Deuxième Guerre mondiale et la guerre froide. Seule l'émergence de la nouvelle gauche contribuera au développement d'un large mouvement antimilitariste. La notion d'"ennemi de l'armée" provoque aujourd'hui encore chez de nombreuses personnes – que nous voulons et devons gagner à notre politique – des sentiments qui seront habilement utilisés par les cercles réactionnaires. Dans ce sens, il est donc juste que le camarade Herczog rejette l'expression "ennemi de l'armée" pour caractériser les POCH. La lutte contre la militarisation de notre pays ne dépendra pas du fait que l'on s'affirme ou non comme un "ennemi de l'armée".

Je ne considère pas non plus que la fonction principale de l'Armée suisse soit de "menacer la sécurité des salariés", mais bien dans son rôle d'intégration. L'armée diffuse des comportements autoritaires; c'est un bastion du sexisme; par l'intégration des femmes à la Défense générale elle vise à soumettre toute la société à sa domination, sans parler du fait que l'intégration des femmes fera de la vie militaire une chose tout à fait normale pour les enfants.

Notre tâche est donc d'introduire dans la très bonne relation qui eixste entre les Suisses, les Suissesses et "leur" Armée – nous ne devons pas nous faire d'illusions à ce propos – un élément "antagonisant", de rendre vivante la contradiction entre les exigences de réarmement des colonels et des généraux, présentées comme autant d'ordres, et les intérêts des larges couches populaires. D'où notre slogan : "des rentes AVS pas des tanks", propagé depuis des années.

Pour riposter aux attaques bourgeoises, nous devons gagner le maximum de forces du "milieu alternatif" à des actions et mobiliser également des forces qui aujourd'hui encore suivent le Parti socialiste et les directions syndicales. Les POCH et le PSO peuvent ensemble non seulement entamer une telle démarche, mais aussi s'adresser au mouvement ouvrier traditionnel. Que pensez-vous des propositions suivantes :

Suite en page 7

A propos du congrès du Parti du Travail :

Comment riposter ensemble ?

* RÉPONSE A LA CRITIQUE D'UN MEMBRE DU PdT.

Genève, le 11 juin 1983

Chers camarades,

Je suis membre du Parti du Travail (PdT), section de Genève, et j'ai participé au dernier congrès de mon Parti qui s'est tenu à Prilly les 21, 22 et 23 mai derniers.

A ce sujet, j'ai relevé dans votre compte rendu sur le congrès un fait inexact paru dans votre journal. En effet, au contraire de ce que prétend votre correspondant, les textes alternatifs des sections de Bâle et du Tessin ont été effectivement distribués aux participants du congrès. Certes les délais étaient très courts pour assurer une réflexion approfondie au sujet de ces contributions alternatives, mais elles ont été envoyées au tout dernier moment par les sections intéressées, ce qui n'a pas empêché une discussion animée pendant le déroulement du congrès, du fait que les délégués ont pu en prendre connaissance.

En ce qui concerne le fond du compte rendu de votre correspondant, j'estime qu'il avait le droit d'en donner l'appréciation qu'il croyait nécessaire.

Cependant j'estime que ramener les discussions de ce congrès à un "conflit" Staline-Togliatti dont le mouvement ouvrier suisse n'avait rien à faire me paraît simplificateur.

Les discussions ont fait apparaître des divergences au sein du PdT, nous ne pouvons pas le nier, et mon Parti n'a pas empêché la discussion de se poursuivre.

Les débats se sont développés autour de la conception de la paix et de la solidarité internationale en liaison avec la politique des alliances que le PdT devrait suivre dans l'avenir.

En ce qui concerne la riposte du mouvement ouvrier suisse à la crise du capitalisme helvétique, je tiens à souligner que la section de Genève est intervenue à la tribune afin d'exprimer ses préoccupations sur ce sujet. Certes, poser le problème ce n'est pas le résoudre, mais dire que les questions inhérentes au mouvement ouvrier étaient absentes du débat, c'est faire preuve de mauvaise foi. D'ailleurs la question de la Paix mondiale et la politique des alliances (POCH-PSA-PSO) ne concerne-t-elle pas également le mouvement ouvrier ?

En vous remerciant de publier dans le prochain numéro de La Brèche *cette mise au point, je vous adresse, chers camarades, mes salutations les plus amicales.*

Georges Meylan

Cher camarade,

Les questions débattues lors du dernier congrès du PdT sont d'importance. Elles soulèvent des problèmes d'orientation pour l'activité de l'ensemble de la gauche. Elles se posent aussi bien au PdT qu'au Parti socialiste suisse (PSS), aux POCH qu'au PSO et à leurs membres.

Comment agir pour la paix, face à la politique de réarmement et de militarisation à outrance des gouvernements impérialistes, avec à la clé le risque d'un holocauste nucléaire ?

Comment organiser un front de défense des salariés et la résistance à la politique d'austérité de la bourgeoisie, à son offensive anti-ouvrière et anticommuniste ?

Chercher à répondre à ces questions, ce n'est pas discuter "pour rien". Au contraire, ce sont des problèmes centraux qui se posent à la classe ouvrière, aux jeunes, à la majorité de la population, comme le dit à juste titre le camarade Meylan.

Dans ce sens, nous le remercions pour son rectificatif, que nous trouvons justifié.

Nous sommes aussi d'avis qu'aucun parti de gauche n'est à même "tout seul" de commencer à résoudre ces questions. Nous pouvons par contre y parvenir en réunissant toutes les forces prêtes à résister à la politique bourgeoise, en agissant en commun, en regroupant toutes les forces de gauche sans exclusive. Et nous sommes donc particulièrement heureux que le Parti du Travail soit arrivé, lors de son dernier congrès, à cette conclusion, en affirmant sa volonté *"d'ouverture sans sectarisme"*. Nous pensons que cette unité inclut aussi le PSO, qui fut longtemps un "tabou" pour le PdT. Nous pouvons et devons continuer à travailler ensemble, comme nous l'avons fait pour l'initiative pour l'abaissement de l'âge de la retraite, pour la défense de l'emploi dans le Nord vaudois et dans l'arc horloger et pour la solidarité avec les grévistes de Matisa.

Une discussion large, publique, sans arrière-pensées est donc nécessaire entre toutes les forces de la gauche. Ce débat peut et doit s'accompagner d'une action commune sur le terrain, dans les entreprises, les syndicats, sur le plan politique.

Dans les prochains mois, les campagnes pour la diminution du temps de travail; contre la politique de réduction des dépenses sociales et d'augmentation simultanée des dépenses militaires; contre la construction de la centrale nucléaire de Kaiseraugst ainsi que celle de la place d'armes de Rothenthurm; contre le réarmement et la paix, sont autant d'occasions d'actions communes à tous les partis de gauche. Cette unité peut entraîner aujourd'hui tous ceux qui sont prêts à agir malgré la passivité des organisations ouvrières traditionnelles.

Fonctionnement démocratique et démocratie ouvrière

Le camarade Meylan souligne, dans sa lettre, l'ampleur des débats qui traversent aujourd'hui son parti et qui se sont manifestés durant son dernier congrès. Comme lui nous estimons que c'est un fait positif, témoignant que la vie réelle traverse les organisations du mouvement ouvrier. La vie interne du PdT n'est plus — et c'est heureux — marquée par des exclusions et des excommunions. Si, au PSO, nous attachons tant de prix au fonctionnement et au débat démocratiques, ce n'est pas par fétichisme ou par formalisme abstrait. Pour nous la démocratie interne réelle implique que les courants d'opinion qui se forment au sein du parti — qui souvent expriment, surtout dans un pays aussi fédéraliste que la Suisse, des expériences différentes — aient la possibilité et le droit de défendre leurs idées dans l'ensemble du parti c'est-à-dire d'expliquer leurs positions dans les autres sections, de prendre des contacts avec d'autres camarades, de prendre la parole dans les assemblées générales de préparation au congrès, de pouvoir distribuer leurs contributions à tous les membres du parti et pas simplement aux délégués du congrès. Une telle procédure permet à la fois au parti de décider d'une orientation réellement débattue et en prise sur la réalité; elle représente aussi l'un des canaux d'apprentissage de la démocratie ouvrière, si nécessaire à un mouvement ouvrier combatif.

Le combat pour la paix, comment avancer ?

Comme le souligne le camarade Meylan, cette question a été au centre des débats du congrès du PdT. Au PSO, nous sommes convaincus de la **nécessité absolue** et **de l'urgence** d'une action la plus massive possible pour la paix, dès maintenant. Si nous sommes d'avis que la guerre est intrinsèquement liée aux mécanismes fondamentaux du capitalisme — en d'autres termes, que le capitalisme c'est la guerre — nous jugeons décisif le développement d'un vaste mouvement antiguerre sur des objectifs partiels, comme le refus du stationnement des missiles *Cruise* et *Pershing II* en Europe. Le PSO a d'ailleurs été une composante essentielle de la mobilisation pour la grande manifestation pacifiste du 5 décembre 1981 à Berne et de celle du 20 janvier 1982 à Genève, comme de la marche de Pâques 82, et il mettra toutes ses forces pour contribuer à la réussite de celle qui se prépare pour le 5 novembre à Berne.

Nous sommes aussi persuadés qu'une lutte "brûlante" pour la paix est actuellement menée en Amérique centrale, contre l'intervention américaine, contre la "paix des cimetières" et pour une paix qui implique le droit à l'autodétermination des peuples, à leur libération nationale et sociale.

Sur ce point, nous souhaitons vivement que les camarades du PdT s'engagent massivement dans les campagnes de solidarité avec les peuples d'Amérique centrale, que leur présence soit à la hauteur de leur résolution de congrès et non réduite à une participation symbolique comme lors de la manifestation nationale du 4 juin à Berne. C'est ainsi, camarade Meylan, que le débat de votre congrès sera le plus fructueux, engageant vraiment le PdT vers une politique plus active, ouverte, combative et unitaire, apportant une contribution importante à la lutte contre l'offensive bourgeoise, sur le plan suisse et international.

Jean-Michel Dolivo,
membre du Bureau Politique
du PSO

DÉBAT POCH-PSO (1) – suite –

a) préparation commune d'actions contre la centrale nucléaire de Kaiseraugst;
b) campagne commune de mobilisation pour la réduction du temps de travail sans diminution de salaire;
c) nouvelle initiative pour le droit à l'avortement ?

Nous soulignons volontiers ici aussi une fois encore notre disposition à collaborer avec le PSO. Cette collaboration est déjà devenue réalité dans de nombreux cas, comme le savent certainement les lecteurs et les lectrices de *La Brèche*. Il est aussi juste de riposter à l'offensive bourgeoise; mais pour cela, premièrement, les forces du "milieu alternatif" et du camp social-démocrate et syndical ne suffisent pas. Deuxièmement, il n'en va pas du tout seulement de la défense contre l'offensive bourgeoise, mais aussi d'obtenir des améliorations réelles et de soutenir les tendances émancipatrices.

Si cette interrogation a pour but toutefois de soulever la question d'une alliance prioritaire entre le PSO et les POCH, alors nous ne pouvons répondre aux camarades du PSO que ce que nous répondons aussi, à d'autres occasions, aux autres partis : l'époque où les POCH croyaient devoir chercher des partenaires privilégiés est révolue. Pour les POCH, les seules forces qui, sous l'angle d'une politique d'alliance, ont une priorité sont celles qui, sur les différents terrains de lutte, contribuent, selon notre analyse, le plus au développement des luttes. Un autre critère ne me paraît pas judicieux.

Pour le détail : nous inscrirons notre campagne contre Kaiseraugst dans le mouvement large. Nous ne ferons pas de fractionnisme et nous n'aurons pas pour attitude de nous adresser aux militants prétendument moins conscients pour ainsi dire "du haut de la citadelle du parti" pour leur montrer la voie juste — que ce soit avec le PSO ou non. Si par contre des propositions concrètes du PSO sont susceptibles de faire progresser le mouvement, nous les soutiendrons.

En ce qui concerne la réduction du temps de travail : nous avons déjà réalisé sur ce plan, il y a des années, quelque chose ensemble; et nous nous sommes à nouveau adressés ensemble (avec le Parti du Travail et le Parti socialiste autonome) au dernier congrès de l'USS. Les POCH soutiennent naturellement l'initiative pour les 40 heures annoncée par l'USS, même si, vu la situation économique, une diminution plus radicale serait mieux adaptée.

A propos de l'initiative pour le droit à l'avortement, il semble qu'un tel projet soit pour l'instant "gelé". Une nouvelle initiative devrait, à mon avis, être portée par les cercles les plus larges, pouvant provenir des camps politiques les plus divers. Je ne crois pas que le mouvement ouvrier soit ou doive être le seul prétendant dans cette affaire.

D'une façon générale, nous ne considérons pas que notre tâche soit uniquement ou surtout d'être — avec le PSO (ou encore avec le PdT ou le PSA) — le levain du mouvement ouvrier, de lutter contre sa "dégénérescence". Notre politique doit se développer en suivant les lignes de confrontation réelles; si des forces du mouvement ouvrier traditionnel s'y engagent, tant mieux. Mais nous sommes partout placés devant la nécessité de faire triompher des revendications contre le PS et les syndicats lorsque ces derniers restent figés sur des vieilles positions, depuis longtemps dépassées. La question du mouvement ouvrier traditionnel n'est pas non plus pour nous une question de foi, ni dans un sens ni dans l'autre.

MISÈRE ET ANARCHIE DES TRANSPORTS

Ce qui doit être transporté (les personnes, les marchandises) ne se trouve pas là où il faut. Voilà une vérité élémentaire, qui choque nombre de spécialistes, et que nous démontrerons dans ce dossier sur les questions soulevées par le chaos régnant dans le domaine des transports.

Une anarchie qui touche des centaines de milliers de personnes en Suisse aujourd'hui : les locataires habitant des rues bruyantes et polluées, les usagers de bus et de trams bondés, les automobilistes passant des heures dans des queues, et enfin tous les salariés qui doivent consacrer des heures pour se rendre au travail. Ce chaos des transports est exemplaire car il rend compte, lui aussi, de l'absurdité du capitalisme et de la nocivité des "solutions" bourgeoises.

LA GÉNÉRALISATION DE LA CIRCULATION

La circulation et les transports sont devenus un facteur important pour le fonctionnement d'ensemble du système économique. Déjà en 1970, 9 à 10 o/o du Produit national brut (PNB, c'est-à-dire de l'ensemble des biens et services produits) était lié à des activités dans le domaine des transports. Près de 300 000 salariés ont une activité touchant ce secteur. Cela représente environ 10 o/o du total des salariés. Ces 300 000 salariés, ce sont les personnes actives dans les garages, les assurances, la police, la construction et l'entretien des routes, les chemins de fer, ainsi que toutes les personnes occupées à plein temps pour des questions de transport dans les entreprises.

Qu'est-ce qui est donc transporté et pourquoi ?

LE TRANSPORT DE MARCHANDISES

Le développement du transport de marchandises en Suisse a connu deux phases. La première, de 1950 à 1973, a été marquée par une croissance vertigineuse tant des tonnages que des distances parcourues. En 1950, 90 millions de tonnes furent transportées, sur une distance moyenne de 35 km. En 1973, 390 millions de tonnes étaient transportées sur une distance moyenne de 40 km. Ces chiffres traduisent une croissance de 7 o/o par année au moins. Bien sûr, cette croissance est l'expression de la croissance économique générale dans le cadre de la longue phase de *boom* du capitalisme de l'après-guerre. Mais pas seulement. Car la croissance économique durant cette même période a été en moyenne de 4,5 o/o par année. Il y a donc d'autres raisons qui expliquent la croissance des transports. Il s'agit avant tout de la **concentration croissante** et de la **division du travail.**

Le processus de concentration a la conséquence suivante. Les matières nécessaires à la fabrication d'un produit sont acquises dans des quantités toujours plus importantes à des distances toujours plus grandes, tandis que le produit fini est distribué dans une aire géographique toujours plus étendue. Ainsi, par exemple, la centrale laitière Toni se trouvant au centre de la ville de Zurich achète du lait en quantités importantes dans les campagnes avoisinantes et redistribue ce lait, une fois pasteurisé, dans ces campagnes. Cet exemple montre pourquoi la distance moyenne sur laquelle les biens sont transportés, dans le trafic intérieur, a augmenté d'au moins 20 o/o de 1950 à 1980.

Le processus de concentration et de division du travail se poursuit. Mais depuis 1973, la quantité de biens transportés n'a pratiquement plus augmenté. Les raisons de ce renversement de tendance sont, entre autres, le progrès technique et le prix élevé des matières premières qui ont suscité, pour de nombreux biens, une production utilisant moins de matières premières.

LE TRANSPORT DES PERSONNES

Le renversement de tendance indiqué plus haut ne vaut pas pour le transport de personnes. Depuis trente ans au moins, il croît de 6 o/o en moyenne par année. En 1950 le "Suisse moyen" entreprenait environ 200 voyages en tram, bus, train et voiture pour une distance totale de 3 000 km. Aujourd'hui il accomplit environ 900 voyages pour une distance totale de 15 000 km.

La répartition de ces voyages est intéressante. Un sixième concerne le trafic avec l'étranger, et le trafic de transit en Suisse. Le reste concerne le trafic "intérieur". Par rapport aux kilomètres parcourus, 40 o/o sont dus au tourisme et aux loisirs, 35 o/o aux affaires, 10 o/o aux achats et 15 o/o au transport pendulaire (entre le domicile et le lieu de travail). Chaque adulte voyage, en moyenne, 50 minutes par jour pour aller au travail. Le chiffre des personnes qui habitent et travaillent dans des communes différentes augmente en permanence et atteint aujourd'hui la limite des 50 o/o.

Ce trafic de va-et-vient illustre clairement ce que l'on constate aussi avec le transport de marchandises : il y a beaucoup de trafic inutile. Le développement des centres des villes, la séparation entre d'une part les quartiers d'affaires et industriels et les cités-dortoirs d'autre part, est responsable de cette situation.

Un marché du logement chaotique (la distribution géographique des logements est arbitraire et fortuite), la prise en charge par les salariés des coûts de transports pour se rendre au travail, le remplacement des immeubles d'habitation par des bureaux : autant de phénomènes qui caractérisent la "salade" de l'organisation des transports. Et cela que les transports soient routiers ou ferroviaires.

QUI SÈME DES ROUTES, RÉCOLTE LE TRAFIC !

Il y a beaucoup de trafic inutile. Personne ne nie toutefois la nécessité de transporter des marchandises et des personnes. Toute la question est cependant de savoir comment. Dans quatre cas sur cinq (trafic de personnes) et dans un cas sur deux (marchandises) la réponse sera : "par la route". Alors que l'automobile est le moyen de transport le plus gaspilleur, le plus bruyant et le plus polluant de tous.

UNE ÉVOLUTION QUI N'ÉTAIT PAS INÉVITABLE

En Europe, pour tout le moins, il n'était pas évident au départ que la voiture individuelle s'imposerait aussi fortement. C'est ainsi que la bourgeoisie française se félicita, en 1945, de la nationalisation du "canard boiteux" qu'était la firme automobile Renault. L'avenir de l'industrie automobile apparaissait alors incertain et problématique.

DU "DÉSIR" A LA CONTRAINTE DE LA VOITURE

Derrière le désir psychologique de la voiture apparurent des gens de poids défendant des intérêts économiques bien précis. Ces milieux créèrent des "contraintes de fait" qui permirent d'asseoir la contrainte de la voiture.

Le "désir" de la voiture comme expression d'un désir d'aventure (la vitesse), de maîtrise de chevaux-moteurs, de statut social, "d'indépendance et d'individualisme" trouve largement ses origines dans la pauvreté de la vie quotidienne, dans l'aliénation et la division entre "travail" et "loisirs". L'industrie automobile et tous les autres profiteurs (industries pétrolières, du bâtiment, assurances) ont exploité et stimulé sans vergogne ce "désir" de la voiture. C'est ainsi que l'on réduisit le rôle des transports publics, que l'on construisit de nombreux nouveaux quartiers sans assurer des liaisons satisfaisantes par les transports publics. L'Etat a ainsi joué un rôle déterminant dans la croissance des transports routiers.

L'ÉTAT STIMULE LES TRANSPORTS ROUTIERS

Sans l'aide de l'Etat, l'avalanche de voitures ne se serait jamais déclenchée. En 1958, la Suisse disposait d'un bon réseau de chemins de fer. Les cantons étaient seuls responsables des routes, ce qui les empêchait de développer, par leurs propres moyens, un réseau d'autoroutes. La situation aurait permis un développement planifié des routes et des chemins de fer. Mais l'Etat – pour le plus grand profit de quelques-uns – a privilégié les routes. Les décisions suivantes furent prises, dans ce cadre :

* *Le réseau de routes nationales* : la Confédération planifia un réseau totalement nouveau de routes, pour l'essentiel des autoroutes, sur une distance de 1 800 km. Il s'agissait de la mesure essentielle permettant la percée de la voiture. On vanta ce nouveau réseau aux gens avec les

mêmes arguments qu'aujourd'hui : éviter les colonnes, soulager les villages et les quartiers. Pas un mot évidemment sur le fait que la disparition d'un goulot d'étranglement allait en créer d'autres ailleurs.

* *La restriction des compétences cantonales :* le projet des routes nationales ne pouvait se réaliser au niveau cantonal. Le fédéralisme si promptement invoqué lorsqu'il s'agit de défendre des privilèges bourgeois fut cette fois-ci mis de côté. La compétence pour les routes nationales fut attribuée à la Confédération.

* *Le financement :* à long terme on pensa certes qu'il appartenait aux automobilistes eux-mêmes de payer le coût des routes. Mais pour mettre les affaires en train il fallait que l'Etat avance les milliards nécessaires. Aujourd'hui, 25 ans après, les avances de la Confédération ont toutes été remboursées. Leur niveau le plus élevé – 2,8 milliards de francs – fut atteint en 1972. Cela n'a pas empêché la Confédération de verser plus d'un milliard à fonds perdus de 1965 à 1976.

* *Un système fiscal encourageant le trafic :* l'impôt sur les véhicules automobiles tout comme les primes d'assurance (de toute façon source de profits importants pour l'économie privée) sont fixés indépendamment du nombre de kilomètres parcourus. Chaque kilomètre parcouru implique donc une diminution du coût par kilomètre. Si, par contre, les primes d'assurance et l'impôt étaient inclus dans le prix de l'essence, le prix du litre augmenterait de cinquante centimes. L'irrationalité va encore plus loin. Une "vignette automobile" autorisant l'utilisation des autoroutes, ainsi qu'un impôt sur les poids lourds basé exactement sur le même principe sont en discussion. Celui qui ne circule que 5 000 km par année paiera tout autant que celui qui parcourt 50 000 km par année. Il s'agit donc d'une incitation à rouler davantage.

LA CONSÉQUENCE : UN FLEUVE DE VÉHICULES

En 1958 les planificateurs de la Confédération estimaient qu'en 1980, 1 million de véhicules à moteur (800 000 voitures, 200 000 motos) seraient en circulation. Ce chiffre fut en réalité déjà atteint en 1964. En 1980, il y avait 2,7 millions de véhicules automobiles. De 1960 à 1980 le nombre de kilomètres parcourus sur les routes a triplé.

Tous ceux qui croyaient et voulaient faire croire que la construction des routes supprimerait les bouchons n'ont pas tenu compte d'un élément déterminant. Chaque nouvelle route, chaque passage à niveau supprimé, chaque amélioration d'une route augmente l'attractivité de la circulation routière. Qui sème des routes, récolte le trafic.

BRUIT, POLLUTION ET ACCIDENTS

Le flot de la circulation n'entraîne pas seulement un coût financier. Il a des conséquences qui doivent être assumées par la société. On a parlé sur ce plan de "coûts externes" ou "sociaux", car ils n'étaient pas couverts par leur auteur direct : l'automobiliste. On peut citer :

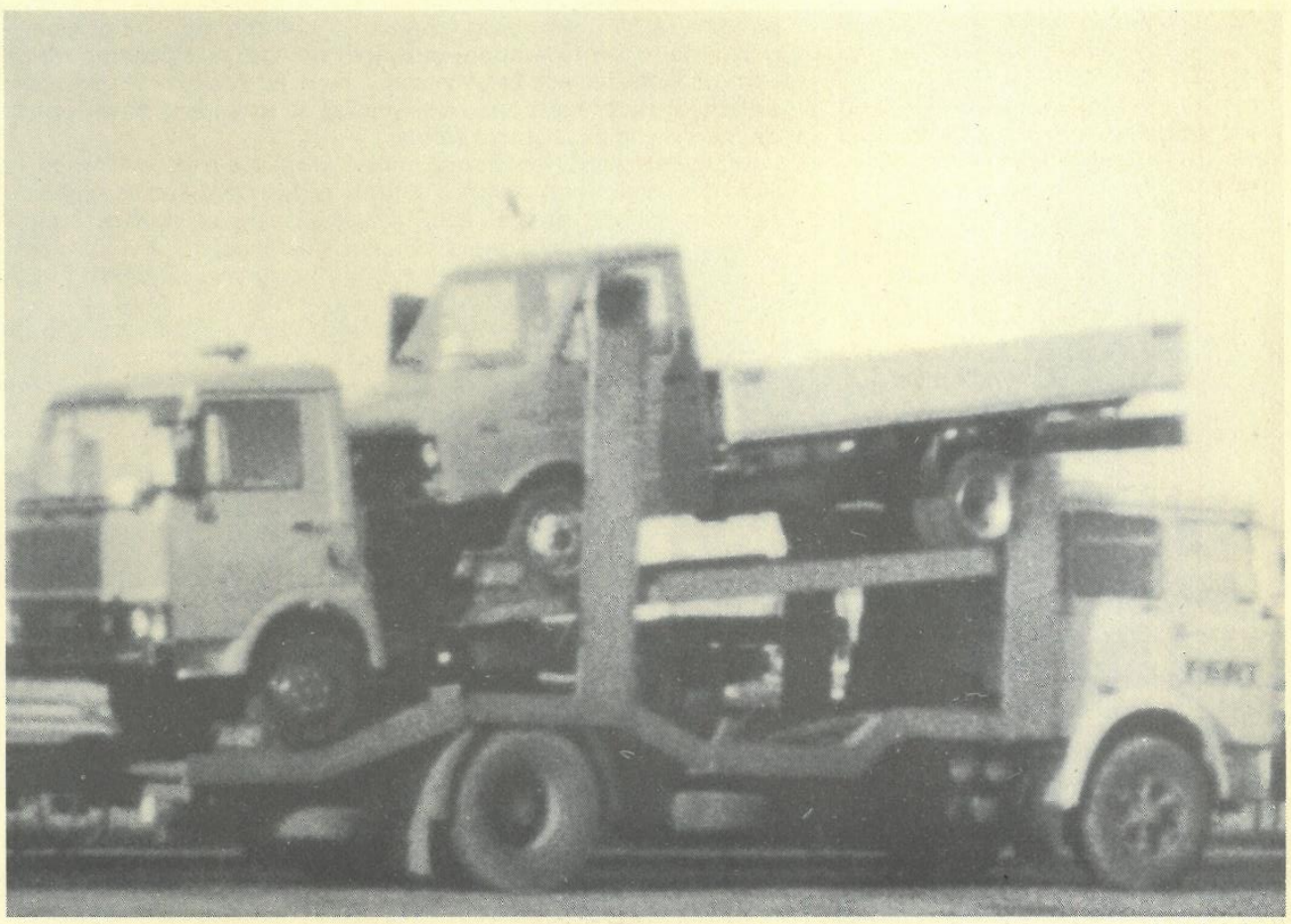
* *Le bruit :* aujourd'hui le 28 o/o de la population habite des endroits où le bruit dépasse les normes admises à l'échelle internationale. Les quatre cinquièmes des émissions de bruit proviennent exclusivement de la route. La surdité, le stress, les atteintes à la santé en sont les conséquences. Les couches les moins privilégiées de la société sont frappées proportionnellement beaucoup plus que celles qui peuvent habiter au vert, à l'écart des axes routiers.

* *L'air :* le 50 o/o de la pollution de l'air en Suisse a pour origine la circulation automobile. Les conséquences dommageables pour la santé provenant du monoxyde de carbone et du plomb sont bien connues.

* *Le gaspillage d'énergie :* il n'y a pratiquement aucune autre machine qui ne consomme proportionnellement autant d'énergie qu'une voiture. Le rapport entre la quantité d'énergie utilisée et le nombre de personnes transportées par kilomètre est l'un des plus bas pour la voiture individuelle – largement en dessous de celui du train.

* *Les accidents :* la circulation routière est environ dix fois moins sûre que le rail. En 1981, plus de 1 200 personnes furent tuées sur la route, et 32 000 blessées.

* *Utilisation du sol :* par personne et par kilomètre, ou par tonne et par kilomètre, la circulation routière utilise dix fois plus d'espace que le rail.



Jusqu'où iront les transports routiers ? photo la brèche

Quand le rail concurrence vraiment la route...

UNE CONCEPTION GÉNÉRALE DES TRANSPORTS QUI N'EN EST PAS UNE

Entre temps la question des transports est devenue un problème important dans la politique de la bourgeoisie. Non pas parce que la bourgeoisie a découvert l'absurdité du système actuel des transports. Les raisons sont à chercher ailleurs : la bourgeoisie reçoit aujourd'hui la facture pour les années de profits accordés au secteur privé de l'automobile. Les chemins de fer sont frappés par des milliards de déficit qui ne pourront être effacés que par un démontage important des CFF ou par une augmentation massive de leurs prix. Une partie importante de la population s'oppose toutefois à juste titre à cette perspective, tout comme elle s'oppose au bruit, à la pollution et au bétonnage.

Il n'est pas exact que la bourgeoisie soit absolument décidée à soutenir contre vents et marées la circulation routière. Il y a des secteurs de la bourgeoisie qui comprennent qu'un système de transports ne peut être basé exclusivement sur la route. Ce sont ces secteurs qui sont à l'origine de la "Conception générale des transports" (CGT), au nom à première vue si enthousiasmant. Mais les conclusions de ce rapport correspondent à une logique technocratique bourgeoise bien connue. **La CGT ne recherche pas les causes de l'anarchie des transports.** Elle les accepte comme une donnée de fait et cherche à créer un peu d'ordre – tout en sauvegardant les profits, cela s'entend. Des réflexions sur la nécessité et l'utilité des transports actuels sont introuvables dans ce rapport.

ÉLÉMENTS POUR UNE POLITIQUE SOCIALISTE DES TRANSPORTS

Une conception socialiste des transports devrait partir des points suivants :

– il faudrait, en premier lieu, déterminer la nécessité, l'utilité et la fonction des transports;

– une telle réflexion entraînerait inévitablement une remise en cause de l'utilisation actuelle du sol : l'objectif en deviendrait une combinaison optimale entre l'habitat et le travail, les activités économiques;

– la politique du logement devrait être réorientée – par la suppression du marché du logement – vers la création ou le maintien de logements qui ne stimulent pas l'augmentation de la circulation;

– une telle politique des transports implique, évidemment, à la base, une socialisation du sol.

Des revendications à court terme peuvent être avancées, tirant les conséquences de l'analyse ci-dessus. Un exemple : le temps de transport pour aller au travail doit être compris dans la durée hebdomadaire du travail; le coût du transport jusqu'au travail (tram, bus, chemin de fer) doit être payé par l'employeur.

P. Gasser

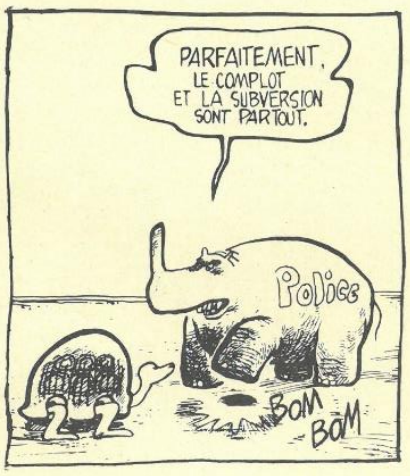
(N.B. : un volet du problème des transports n'est pas abordé dans ce dossier : la crise des CFF. Nous reviendrons sur cette question ultérieurement.)

Quand Friedrich manipule : NOVO-STIAK

On le savait dès le départ (cf. *La Brèche* no 297 du 7 mai 1983 et no 298 du 21 mai 1983) : les accusations de Friedrich dans l'affaire Novosti reposaient sur du vent. La lecture du rapport — "confidentiel" à l'origine — du Ministère public de la Confédération, qui servit de base à la décision du Conseil fédéral, confirme pleinement ce jugement. Tout au long de ses 25 pages, amalgames, diffamations, accusations non fondées se succèdent pour former un étonnant discours digne de la guerre froide.

Willi Ritschard, lentement poussé vers la porte du Conseil fédéral par ses collègues, s'est senti obligé d'approuver bruyamment ce rapport et l'action de ses pairs, bientôt suivi en cela — malgré quelques réserves — par la majorité du groupe parlementaire socialiste aux Chambres fédérales. L'anticommunisme primaire fait visiblement toujours recette, surtout lorsque l'on a l'échine souple et de moins en moins de principes, même démocratiques.

Il valait donc la peine de décortiquer un peu ce rapport, pour mettre à nu les mécanismes de l'intrigue et faire ainsi ressortir les véritables motifs de l'action du gouvernement et de ses enquêteurs du Ministère public.



Acte I, scène 1 :
Dans les couloirs du Kremlin

Comme un metteur en scène s'apprêtant à faire répéter ses comédiens, le Ministère public de la Confédération place d'abord le décor :

> "On sait que l'Union soviétique pratique, par ses services secrets KGB et GRU, l'espionnage au niveau mondial et soutient indirectement le terrorisme international. A part cela, l'Union soviétique se manifeste par des "mesures actives". *(...)* Les opérations conçues omme des "mesures actives" sont planifiées et approuvées en Union soviétique au niveau du Bureau Politique, en collaboration avec le Département international et le Département d'informations internationales du Comité Central du PCUS, ainsi que de la direction supérieure du KGB. *(...)* La désinformation sur des points précis, l'agitation, la prise d'influence sur les médias d'autres pays ainsi que toutes les autres opérations servant les buts ci-dessous font partie des "mesures actives" :
>
> — compromission et diffamation d'autres Etats, gouvernements, groupes politiques ou individus face à l'opinion mondiale ou encore de certains groupes d'intérêts ou de personnes;
>
> — excitation de la population contre des institutions de l'Etat;
>
> — influence et perturbation de la formation de la volonté politique dans certains Etats *(...)*"

Voilà donc le cadre dans lequel le Ministère public entend œuvrer. Vocabulaire, style, conception : tout rappelle avec évidence les pires moments de la guerre froide (cf. notre encart).

UN ILLUSTRE PRÉDÉCESSEUR

** Nous ne devons jamais cesser, lorsqu'il est question des communistes et de leurs dupes, de leurs sympathisants et de leurs apologistes, de raidir notre échine nationale.*

** Le parti communiste de ce pays a tenté de s'introduire et d'introduire la subversion dans toutes les couches de notre société.*

** Ces fascistes rouges déforment, dégradent, dissimulent et mentent pour parvenir à leurs fins. La tromperie est leur véritable essence.*

Citations de J. Edgar Hoover, directeur du FBI américain, spécialiste de la chasse aux sorcières durant la guerre froide, inspirateur de la machination qui mènera les époux Rosenberg à la chaise électrique, sous prétexte d'espionnage soviétique. (Source : Fred J. Cook, *FBI, La Chasse aux sorcières*, Ed. Spartacus, pp. 45, 360)

Le but d'une telle entrée en matière est évidemment de construire un énorme épouvantail, celui de la menace soviétique, pour mieux cacher derrière lui les nombreux trous de l'enquête. Si vraiment la pieuvre tentaculaire de l'hégémonie soviétique nous entourre de toutes parts, alors ceux qui doutent de sa réalité sont du même coup déjà passés dans son camp. Elémentaire, mon cher Watson !

Acte I, scène 2 :
Le chef d'orchestre clandestin pointe son oreille

Pour réussir son coup, le Ministère public doit trouver une officine, dont il puisse ensuite faire le centre d'organisation de la subversion pro-soviétique en Suisse. Cette pièce essentielle de la machination policière permettra ensuite en effet d'établir le lien entre les mouvements d'opposition à la politique de Reagan (mouvement pour la paix, mouvement de solidarité avec la révolution en Amérique centrale) et les "menées subversives" de l'URSS. Certes, les écoutes téléphoniques ont permis d'établir que Schwander et Spillmann, membres du Parti du travail (PdT), prenaient sur leur temps de travail à l'agence Novosti pour effectuer des tâches militantes. Mais ce n'est pas suffisant, il faut absolument que l'on puisse apercevoir au moins un bout du tout-puissant chef d'orchestre clandestin. Bref il faut que l'Agence Novosti elle-même intervienne dans la vie politique suisse. Et le Ministère public de trouver enfin un os à ronger : l'affaire Pantchenko. Ce diplomate soviétique, qui participait en 1979 à une conférence internationale à Aarau, fut retrouvé mort. Pour les autorités suisses, il s'agit d'un suicide. Pour Novosti, agence de presse officiellement chargée de diffuser l'opinion des instances soviétiques, ce sont les services secrets suisses qui ont agi, sur insistance des Etats-Unis. Elle donne connaissance de cette affirmation dans un communiqué de presse. Voilà l'interprétation audacieuse du Ministère public :

> "Depuis le début, le bureau bernois de l'Agence de presse Novosti *(par la suite APN, réd.)* a exécuté des ordres de désinformation. Ainsi, début 1980, elle s'est manifestée en publiant une version contraire aux faits du suicide de Pantchenko et a massivement diffamé notre pays et ses institutions, en disant que les services secrets suisses s'étaient immiscés dans l'affaire *(...)* En outre, le communiqué fait référence à un article paru dans le quotidien *Blick* le 26 septembre 1979, qui reproche aux services secrets suisses de taire des éléments dans l'affaire Pantchenko. Le fait que le 10 août 1978, donc **avant** la parution de l'article douteux, un journaliste du *Blick* ait pris contact avec l'Agence Novosti pour connaître la version soviétique est décisif."

En effet ! Non seulement cet imbécile de journaliste a le culot de chercher à connaître la version soviétique, mais Novosti ose ensuite dire que cette version a mis la puce à l'oreille d'un quotidien suisse. Et voilà Mère Helvétia gravement diffamée, voilà les services secrets suisses traînés dans la boue.

Mais peu importe au Ministère public fédéral la portée réelle de son accusation. Ce qu'il lui fallait, c'était lancer un bref coup de projecteur sur le chef d'orchestre clandestin; il peut donc maintenant faire entrer sur scène les deux traîtres à la patrie.

Acte II, scène 1 :
Les traîtres en action

La machination du Ministère public est maintenant suffisamment avancée pour pouvoir mettre les agissements de deux citoyens suisses, Schwander et Spillmann, sur le compte de Novosti et donc de l'Union soviétique. Le rapport y consacre pas moins de quatre chapitres. Premier thème : l'organisation de manifestations, d'actions politiques et d'assemblées publiques. Pour les superflics de Friedrich :

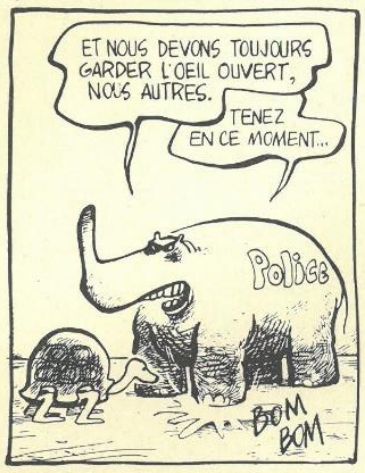
> "Que le bureau de Novosti fonctionne comme une centrale d'agitation et de subversion lors de l'organisation de manifestations, d'actions et d'assemblées découle des huit exemples suivants :"

On s'attend donc à des preuves éclatantes, vu la gravité de l'accusation. Il doit logiquement s'agir d'exemples clairs, précis, matériellement démontrables. Eh bien, pas du tout : le premier exemple, celui de la polémique contre la présence US dans les Caraïbes, est réduit à néant **par le rapport lui-même** :

> "Il est difficile de reconnaître, dans la polémique contre les USA qui s'est développée dans certains médias suisses, une influence — *de Novosti, réd.* — directe sur la formation de l'opinion politique en Suisse."

Mais nos fins limiers ne s'arrêtent pas en si bon chemin. Spillmann, militant du PdT, fait une demande d'autorisation pour une manifestation ? C'est Novosti ! Schwander se trouve dans le service d'ordre d'une autre ? C'est toujours Novosti, l'ombre d'Andropov planant sur la Berne fédérale. Les médias suisses reproduisent des communiqués de Novosti sur la guerre au Liban ? Désinformation évidente, tout le monde sachant bien que l'armée israélienne ne faisait que piqueniquer aux portes de Beyrouth. Et quand les insinuations ne suffisent plus, alors les rédacteurs du Ministère public se sentent une âme d'auteurs de romans policiers. Exemple : l'action menée durant les débats du Conseil national sur la coopération par le Comité Nicaragua — El Salvador de Berne (où des tracts furent lancés dans la salle) :

> "**Arrière-plans** : les constatations de la Police fédérale permettent de voir que l'action trouve en partie son origine chez Novosti. Le 17 juin 1982, l'attaché de presse Ovtchinnikov se rend notamment à l'APN, pour y discuter avec Spillmann et Schwander de *"la question"* et chercher des idées pour savoir *"quoi et comment"* faire. A ce moment-là, on ne pouvait pas savoir de quoi il s'agissait concrètement. Rétroactivement, l'on put constater que l'on s'était occupé, lors de la discussion à l'APN de l'action au parlement. Comme indice on citera une



> communication dans laquelle une militante d'extrême-gauche disait à Spillmann que l'affaire dont elle lui avait parlé le 17 juin se *"déroulerait"* le 23 juin entre 16 heures et 17 heures lors du thème "coopération et politique de développement"."

Relisez bien ce passage; il montre que le Ministère public possède deux écoutes téléphoniques. Sur l'une, Ovtchinnikov annonce sa venue pour discuter de *"la question"* et de *"quoi et comment"*. Expressions parfaitement anodines, pouvant concerner n'importe quoi (*"la question"* des toilettes bouchées et *"quoi et comment"* faire pour les déboucher, par exemple). Sur l'autre écoute, une militante dit à Spillmann que l'action dont ils — elle et lui — ont discuté se déroulera à telle heure, tel endroit. Aucune preuve d'un lien quelconque entre les deux écoutes, sauf le collage malhabile du Ministère public, qui n'ose même plus parler de preuve, mais *"d'indice"*.

Acte II, scène 2 :
Le Bien finit toujours par triompher

On a vu ci-dessus quelques exemples des largesses que le Ministère public prenait avec la réalité des faits. Mais pourquoi donc se retenir ? Pourquoi se donner la peine d'évoquer ici et là des bouts d'écoutes téléphoniques ? Allons-y franchement, et vive la créativité !

> **"Brigade internationaliste de la Suisse au Nicaragua.**
>
> En août 1982, une brigade suisse, composée de 40 personnes d'organisations de gauche et de réfugiés latino-américains se rend de Suisse au Nicaragua. Comme on l'a su après, les brigadistes reçurent aussi là-bas une formation dans le maniement de carabines tchécoslovaques et montèrent pas la suite, avec des sandinistes, une garde armée."

Des preuves ? Aucune, pourquoi ? C'est tellement mieux de pouvoir diffamer sans retenue, d'affirmer n'importe quoi. De dire que Spillmann, objecteur de conscience et participant de la brigade, jouait au petit soldat dans les montagnes nicaraguayennes (où la Police fédérale doit visiblement avoir des agents, vu son ton affirmatif...). Et ils y prennent plaisir, à ce genre de calomnies, les scribes du Ministère public :

> **"Brigades de solidarité à Cuba.**
>
> Depuis 1979, les journalistes de Novosti organisent avec l'ambassade cubaine à Berne la participation à la "Brigade José Marti" à Cuba, où de jeunes communistes suivent durant quatre semaines une formation idéologique et pratique-révolutionnaire. De nombreux anciens brigadistes sont aujourd'hui connus comme militants d'extrême-gauche; quelques-uns sont même entrés dans la criminalité politique violente."

Une preuve ? Cette fois-ci, il y en a une, en béton :

> "Dans sa lettre du 1er octobre 1980 à propos de cette brigade, l'ambassadeur suisse à La Havane soulignait l'aspect particulièrement dangereux de ces cours. Citation du rapport :
>
> "*(...)* même si ce cours n'a rien à voir avec une Légion étrangère, on peut toutefois se demander dans quelle mesure on n'apprend pas aux participants à mener une subversion active dans leur pays d'origine *(...)*"."

Puisque l'ambassadeur suisse à Cuba — qui, entre parenthèses, représente aussi les Etats-Unis et est donc particulièrement bien placé pour considérer avec sympathie le régime cubain — "se demande dans quelle mesure", le Ministère public peut bien, lui, affirmer tout de go : ce canal débouche même dans la criminalité politique.

Car comme la fin du rapport approche, il faut marteler les affirmations de plus en plus fort, même si elles ne sont que des affabulations. La machination est en place, les trompe-l'oeil ont été repeints, le chevalier blanc du Département fédéral de justice et police peut frapper le Mal au cœur :

> "Les faits présentés et leurs relations montrent que les activités *(de Novosti, réd.)* ont pris une ampleur et ont acquis une qualité telles qu'elles rendent une intervention indispensable."

Auteurs : Got et Pétillon, *Le Baron noir.*

Voilà quelques exemples, parmi les plus criants — d'autres auraient exigé une réfutation plus longue — de la manipulation à laquelle le Ministère public de la Confédération s'est livré. Ils montrent de manière évidente que l'affaire Novosti n'était rien d'autre qu'un sale prétexte, un amalgame grossier, pour s'en prendre en fait à tous les mouvements qui s'opposent à la politique impérialiste, celle du réarmement et de l'intervention en Amérique centrale.

Que la droite bourgeoise ait cru bon de monter un tel bateau, qui à peine lancé prit l'eau, rien d'étonnant. Mais fallait-il vraiment que les notables socialistes offrent leurs services pour le remettre à flot ?

Eric Peter

Pologne :

Chaque étape du voyage pontifical a rassemblé des foules immenses au cours de cérémonies que débordaient de longs cortèges militants. Les "zomos" n'osaient pas les frapper.

Jaruzelski et le Pape face à face ? Quels sont aujourd'hui les enjeux ? De nombreux militants de gauche sont interloqués par la semaine polonaise de Jean-Paul II. Cela fait des mois que la "grande" presse se tait au sujet de la réorganisation de Solidarnośc et de ses structures d'entreprise. Dans l'ignorance de cette situation une partie de l'opinion peut être surprise par la mobilisation de ces millions de travailleurs.

Rappelons-nous : le succès du 13 décembre 1981 – comme l'année 1982 le démontrera bien vite – se limitait à la conquête d'un seul objectif. Jaruzelski parvenait à briser la poussée révolutionnaire qui montait à l'assaut du pouvoir. La bureaucratie était toutefois incapable d'écraser dans le sang les masses populaires, elle était donc incapable de leur imposer une défaite durable.

Elle ne pouvait faire pièce à la réorganisation de Solidarnośc dans la clandestinité.

Le 31 août, le 8 octobre, le 10 novembre 1982, c'était largement la crise d'orientation de la direction du syndicat qui limitait la marche en avant vers la grève générale. Dans les faits le régime militaire se faisait contester la direction de la société.

L'avenir pour SOLIDARNOŚĆ

Dans ces conditions, quoi de plus naturel si la visite du Pape galvanise les espoirs du peuple polonais ?

Et l'on voit bien que la Pologne de 1983 n'a plus grand-chose à voir avec celle de 1979, date de la première visite de Jean-Paul II.

A la ferveur d'alors, purement religieuse, sont venues s'ajouter les milliers de bannières du syndicat "dissous" et c'est son programme qui se trouve au cœur des homélies :

"Le droit des hommes de s'associer **(en syndicats)** (...) doit être protégé et non réprimé par l'Etat **(...)** Les syndicats modernes ont grandi à partir de la lutte des travailleurs pour la sauvegarde de leurs justes droits vis-à-vis des entrepreneurs et des propriétaires de moyens de production **(...)**

"**(Les syndicats)** sont les porte-parole de la lutte pour la justice sociale."

En ce qui concerne l'autogestion, le Pape affirme : "L'homme de par son travail devient le vrai gérant de l'organisation du travail, du processus du travail, des produits du travail et de leur distribution".

La langue de Jean-Paul II, c'est ici celle de la grande masse des travailleurs et des paysans qui s'identifient tout naturellement à ces phrases, et d'autant plus naturellement que tout au long des ténèbres de l'état de siège, c'est encore une fois au sein des églises qu'ils ont trouvé secours et refuge. Cette réalité pèse de tout son poids quelles qu'aient été les positions démobilisatrices de Glemp, primat de Pologne, et de son entourage, de la haute hiérarchie ecclésiastique.

Qui mieux que Walesa, dans son entretien avec la revue américaine Newsweek, **publié le 20 juin 1983, exprime les intérêts des masses polonaises :** "La majorité des gens dans ce pays sont socialistes, même s'ils n'en sont pas conscients, et tout particulièrement la classe ouvrière **(...)** J'ai toujours dit que nous ne voulions pas renverser le socialisme, nous voulons qu'il soit nôtre." **?**

C'est ainsi aux fondements mêmes du marxisme que se réfère Walesa dans cet entretien. C'est de sa nature de classe productrice et exploitée que la classe ouvrière tire son intérêt pour le socialisme !

K. Grünberg

Pour aider à renforcer "Solidarnośc" dans les entreprises, souscrivez à l'appel de "100 000 francs pour Solidarnośc". Versez vos dons au CCP 80 - 43 063, Zurich, mention : "100 000 francs pour Solidarnośc".

Arrestation de dirigeants syndicaux au Chili.

Chili :

Malgré la répression, la résistance se poursuit

Pour le mardi 14 juin, le Commandement national des Travailleurs (CNT, l'organisation qui regroupe les syndicats en lutte contre le régime de Pinochet) avait appelé à une nouvelle journée d'action pacifique. Cette journée commença dès le lundi et s'élargit de telle manière que la première protestation publique du 11 mai apparut faible en comparaison. Les manœuvres d'intimidation de l'armée et du gouvernement n'avaient servi à rien. D'où, dès le jour suivant, une nouvelle vague de répression, plus dure encore. A l'arrestation du dirigeant du syndicat des mineurs, R. Seguel, le syndicat répondit par une grève commencée le 16 juin. Et finalement le CNT a appelé à une grève nationale pour le 23 juin. Malgré les difficultés énormes d'une telle entreprise, elle a tout de même connu un certain succès.

La résistance s'organise

La première journée d'action, en mai, résulta d'un simple appel suivi largement et spontanément par plus de 90 o/o de la population.

Le déroulement de la deuxième journée fut tout différent. A Santiago, il y eut trois manifestations. A 11 heures, les "Femmes du Chili" manifestent devant le plus grand magasin de la ville, symbole du "miracle économique" à la Pinochet. Avant que les "pacos" (police anti-émeute) n'arrivent, les femmes se retirent, sous les vivats de la foule. Une heure après, dans le centre, ce sont les parents des disparus qui manifestent. Une heure plus tard encore, devant la cathédrale, c'est au tour des professions indépendantes et des personnalités du mouvement syndical.

L'appel du CNT fut massivement distribué (acte passible de quatre ans de prison) : *"N'envoyez pas vos enfants à l'école ! N'achetez rien ! N'utilisez pas les transports publics! Réunissez-vous sur vos lieux de travail ! A 8 heures, éteignez la lumière, faites résonner les casseroles. Nous montrons ainsi qu'une semi-obscurité nous entoure !".*

Le succès de cet appel fut formidable. Ce ne fut pas le concert de casseroles qui donna le ton, mais bien ce qui se passa dans les gigantesques "poblaciones" (bidonvilles et quartiers périphériques où habitent les pauvres et les travailleurs), là où quelques jours auparavant Pinochet avait lancé les opérations de répression de sa garde prétorienne.

Les plus grands de ces quartiers étaient bloqués par des barricades dès 17 heures. Les rues étaient envahies par la foule. Dans le "bario" La Florida à Santiago, une manifestation de près de 60 000 personnes se déroula. Par ailleurs des manifestations se déroulèrent aussi dans les deux universités de Santiago et dans la plupart des villes du pays. Cette journée d'action resta pacifique mais fut menée plus activement et avec un plus haut degré d'organisation que celle de mai.

Pinochet renforce la répression

Le jour suivant, le régime procéda à des arrestations massives. Non pas comme en mai pour intimider la population, mais cette fois, clairement, pour décapiter le mouvement.

Dans les poblaciones et surtout dans les entreprises, des dirigeants de masse connus, de la gauche ou des syndicats, furent arrêtés. La direction nationale du mouvement fut touchée : Rodolfo Seguel, président du syndicat des mineurs, proche de la démocratie-chrétienne, ainsi que son vice-président furent arrêtés, avec d'autres membres du CNT. Si ces derniers furent relativement bien traités, la première catégorie des militants fut une nouvelle fois torturée.

La grève générale

Le jeudi 16 juin, les travailleurs de la mine "El Salvador" entrent spontanément en grève. Le syndicat appelle à une grève de branche pour le 17 et le CNT à une grève générale nationale pour le 23.

Dans la situation chilienne, ces actions sont extrêmement difficiles à réaliser. Depuis la Deuxième Guerre mondiale, il n'y a plus eu de grève générale dans le pays. Le mouvement syndical, qui représente la colonne vertébrale d'une telle lutte, a toujours été morcelé et presque atomisé par la répression de Pinochet. Mis à part les mineurs, dont le syndicat ne fut pas dissous, il n'y a plus de fédérations nationales depuis 1973. Dans la plupart des cas, il s'agit de syndicats d'entreprise, qui fonctionnent semi-légalement et rassemblent environ 30 o/o des travailleurs. Ce n'est que dans la dernière année que s'est développé un premier travail de coordination. Cette faiblesse se manifesta pleinement durant la grève générale. Seules quelques entreprises connurent de vraies grèves. Dans les mines, un mouvement de grèves se développa, puis l'armée les occupa.

Là où la grève fut cependant un succès, important pour l'avenir, ce fut auprès des membres du syndicat des camionneurs (en fait l'association des propriétaires de camions). Ils paralysèrent complètement pendant trois jours les transports dans le pays, obligeant le régime à ouvrir des négociations.

C'est là un véritable tournant historique, dont le régime se rend compte. Cette association qui fut, avec les mineurs, à la pointe de la lutte contre Allende, qui soutint le coup d'Etat militaire voit aujourd'hui son ancien dirigeant, le célèbre Vilarin, déclarer : *"La grève actuelle est beaucoup plus justifiée que celle contre Allende en 1972".*

Sous l'opposition, les travailleurs

L'opposition bourgeoise est terrifiée par la rapidité et la profondeur de la radicalisation en cours. En deux mois, elle a perdu le contrôle de deux secteurs importants : les mineurs et les transporteurs. Et la démocratie-chrétienne sait que si elle remplace un jour Pinochet, ce contrôle lui manquera cruellement. Les partis ouvriers ayant misé davantage sur des accords au sommet que sur des actions de masse sont eux aussi à la traîne. Cela laisse une petite marge de manœuvre au régime. Elle sera cependant insuffisante pour reprendre la situation en main. Car un processus de regroupement très profond se déroule dans le mouvement ouvrier et dans l'opposition, à l'image des mineurs, soutien de la droite à l'origine, aujourd'hui colonne vertébrale de la résistance. Autour des syndicats et des comités des "pobladores", la classe ouvrière et le semi-prolétariat des villes sont entrés en action, entraînant la petite-bourgeoisie. Tout régime, qu'il soit de transition ou dictatorial, devra désormais tenir compte des travailleurs chiliens et de leurs alliés.

Fritz Osterwalder

Juin 1982 : les troupes israéliennes pénètrent au Liban. Au-delà des mensonges officiels,leur objectif est de "nettoyer" la résistance palestinienne, représentée par l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Mais comment venir à bout d'une organisation et d'une résistance de masse ? En faisant comme tous les bourreaux militaires et coloniaux : en déclenchant une terreur de masse systématique. C'est cette politique quotidienne, effroyable, que décrit Dov Irmiya. Son témoignage a d'autant plus de valeur qu'il fut un militant sioniste actif. Aujourd'hui encore, il désigne les Palestiniens comme "des terroristes"; mais la guerre du Liban lui a appris que le "problème palestinien" était incontournable.

Né en Palestine en 1914, membre dès l'âge de 15 ans de la Hagana (groupe militaire sioniste), combattant durant la Deuxième Guerre mondiale dans les rangs de l'unité juive palestinienne de l'armée britannique, Dov Irmiya parviendra au grade de colonel dans l'armée israélienne. Réserviste dans l'administration militaire, il participe en 1977 à la première invasion du Liban. Dès juin 1982, il sert comme volontaire dans une unité d'aide à la population civile dans la région sud-ouest du Liban.

Aujourd'hui rayé des cadres de réserve de l'armée, le colonel Dov Irmiya anime le comité "Citoyens pour l'aide humanitaire au Liban", dont il fut l'un des initiateurs. Son récit ayant été refusé par les éditeurs israéliens, il est publié à compte d'auteur. Les extraits que nous publions sont tirés du numéro de juin 1983 du *Monde Diplomatique*.

Prisonniers palestiniens et garde-chiourme israélien.

Liban :

LE «JOURNAL DE GUERRE» D'UN COLONEL ISRAÉLIEN

Jeudi 10 juin 1982 : *"Il vaut mieux que meurent mille Arabes plutôt que de perdre un seul d'entre nous."*

(Saïda). — A 8 heures, le bombardement d'Ain El-Heloué s'arrête. Les autochenilles sillonnent les rues et d'immenses haut-parleurs appellent la population à se regrouper sur le bord de la mer, à l'entrée de la ville, près du couvent *(...)*. Le commandant de mon unité, responsable de l'aide aux civils de la région Sud-Ouest du Liban, le colonel Y.M..., m'ordonne de commencer à distribuer de l'eau aux quelque cinquante mille personnes rassemblées sur le bord de la mer. Il y a là des bébés, des vieillards, des infirmes. Ceux qui ont mis au point les préparatifs de cette guerre n'ont rien prévu. Les quantités d'eau et de nourriture sont insuffisantes pour satisfaire les besoins d'un si grand nombre de détenus, dont certains ont tout perdu. Pourtant, l'approvisionnement en eau et en pain de cette population durant un jour ou deux aurait coûté moins cher qu'un seul lâcher de bombes d'un seul avion *(...)*.

Dans ma tête se bousculent toutes les images de cette journée. La pire de toutes, c'est la vue de cette population civile misérable. Malgré le couvre-feu, les gens parcourent les rues. Des milliers de réfugiés reviennent de partout vers Ain El-Heloué, surtout du Nord. Lorsqu'ils parviennent chez eux, on entend leurs cris de douleur, leurs pleurs devant la mort d'un être cher. Je revois ces visages bouleversants de proches qui se retrouvent, surtout des femmes, tombant les unes dans les bras des autres, éclatant en sanglots après avoir perdu tout espoir de se revoir en vie. A midi, je suis passé près du carrefour où les détenus sont regroupés. Un jeune officier barbu, la poussière recouvrant son visage, a sauté d'une autochenille et m'a dit : "Dov, fais quelque chose pour cette foule. Regarde ces malheureux, ils sont assis là depuis le matin, assoiffés et affamés *(...)*. Hier, je me suis battu à Ain El-Heloué, et des camarades sont tombés à mes côtés, mais je ne peux supporter une conduite aussi cruelle à l'égard de la population. Le peu d'eau et de nourriture que nous avions, nous le leur avons donné, mais c'est loin de suffire. Dov, faites quelque chose..." *(...)*.

A la réunion de l'état-major, j'ai déversé toute la colère qui s'était accumulée en moi contre cette guerre et notre comportement. J'ai exigé que l'on distribue des vivres aux détenus et à la population, ainsi que de l'eau. La réponse cassante du commandant, le colonel Y.M..., et de son adjoint, le lieutenant-colonel A.L..., a été : "Ils ont suffisamment de nourriture dans leurs maisons. C'est la coutume des Arabes d'accumuler des provisions, et on ne doit pas autant s'occuper d'eux". Je leur ai répondu que les maisons étaient détruites et que, même s'il y avait des provisions, il était impossible de les retrouver, d'autant que nous maintenons la population internée pour la deuxième journée consécutive. Ce à quoi, gênés, ils m'ont rétorqué : "Tu passes ta journée à sillonner les rues, bien que nous te l'ayons interdit. Tu t'exposes au danger; il vaut mieux que meurent mille Arabes plutôt que de perdre un seul d'entre nous".

Vendredi 11 juin : *"J'ai honte d'appartenir à ce peuple désormais arrogant, orgueilleux, cruel, qui chante sur les décombres."*

(...) La puanteur des cadavres emplit toute la ville. A l'administration militaire, personne ne s'est encore prononcé sur leur dégagement et leur enterrement. De nombreuses familles enterrent leurs morts par leurs propres moyens. La question des cadavres est soulevée lors d'une entrevue avec le maire de la ville. A ses dires, dans le seul abri d'une école, au centre-ville, qui aurait été touché directement par une bombe et se serait effondré, il y aurait environ deux cents cadavres. Des centaines d'autres sont éparpillés à travers la ville *(...)*.

J'ai le sentiment que, cette fois, de nombreux soldats comprendront l'importance du crime et de la faute qu'a commis Israël avec cette guerre. J'ai l'impression que, dans l'armée, beaucoup se sentent concernés, souffrent de voir que nous nous sommes transformés en une horde sauvage pour qui le feu, la destruction et la mort sont devenus comme une seconde nature *(...)*.

A la tombée du jour, on apprend que des francs-tireurs ont tué un officier israélien. Aussitôt commence un incroyable pilonnage du camp d'Ail El-Heloué. Les bombardements continuent après la tombée de la nuit. A l'un des étages du bâtiment où je me trouve, des soldats religieux, enveloppés dans leur châle rituel, font la prière du Sabbat (j'avais oublié que le Jour du Seigneur vient de commencer). A gorge déployée, ils entonnent les chants joyeux du Sabbat, sous un panneau où a été inscrit : "Synagogue de Saïda". Je m'enfuis de là, malade de colère. L'air empeste de la puanteur des cadavres. Au même moment, l'armée continue son œuvre de mort et de destruction. Et ces gens-là, au beau milieu, fêtent le Sabbat comme si rien ne se passait. Je les hais. J'ai honte d'appartenir à ce peuple désormais arrogant, orgueilleux, cruel, qui chante sur les décombres.

Samedi 12 juin: *"Cette vision m'a rappelé les arrestations des Juifs à Auschwitz. Malheur à nous ! Où en sommes-nous arrivés ?"*

Les bombardements sur Ain El-Heloué ont repris ce matin. Une guerre comme celle-là, je n'en ai jamais vu. Est-ce d'ailleurs vraiment une guerre, ou bien un gigantesque exercice de tir de l'armée israélienne ? On dit que des terroristes se cacheraient encore, refusant de se rendre malgré les appels renouvelés à chaque cessez-le-feu. Que l'un d'eux se serait rendu, puis aurait été renvoyé vers eux pour les convaincre, et qu'ils l'auraient tué. Alors les avions refont leur apparition dans le ciel, déversant des montagnes de bombes sur le camp. Cela me rappelle la deuxième guerre mondiale *(...)*.

En ville, les autochenilles parcourent à nouveau les rues. Des dizaines de milliers de nouvelles personnes sont regroupées sur le bord de mer *(...)* Les soldats sont avec elles d'une grande dureté. Partout, on les entend crier "Yallah Rou'h !" ("Allez ouste, magnez-vous !"). Aucune demande, aucune supplique n'est acceptée. Il y a là de nombreux notables, des fonctionnaires de la mairie, des employés de la compagnie des eaux, de l'électricité, des banques. Eux aussi sont indistinctement humiliés. Ainsi en va-t-il jusqu'à minuit.

Un officier de la défense passive, membre du kibboutz Gvat, me racontera le lendemain, encore sous le choc : "J'ai passé la nuit sur une terrasse donnant sur la rue principale. Les détenus libérés rentraient progressivement chez eux. Ils passaient, en un long cortège, se traînant comme soûls. Parfois, l'un d'entre eux tombait, et ses compagnons l'aidaient à se remettre sur pied pour reprendre la route. Cette vision m'a rappelé les arrestations des juifs à Auschwitz. Malheur à nous ! Où en sommes-nous arrivés ?".

Dimanche 13 juin : *"C'est tout ce qu'ils méritent (...) pour qu'ils ne nous plantent pas un couteau dans le dos."*

Dans une cour, cinq à six cents "internés" sont rassemblés, sous le soleil, les mains attachées derrière le dos. Certains ont les yeux bandés. Autour d'eux, des dizaines de soldats les gardent, le fusil armé. Certains des prisonniers sont blessés et attendent là depuis le matin, sous le soleil. *(...)* Je remarque un prisonnier âgé, assis contre l'une des colonnes du bâtiment. Ses yeux sont bandés et ses mains attachées. Devant lui un soldat, arme au poing, ne cesse de le frapper à la face. Le sang coule de son nez et de tout son visage, mais le soldat ne cesse de frapper. Je demande à l'officier quel est le nom et le grade de ce soldat : il s'agit du lieutenant X, du bataillon Z, responsable des "internés". Je lui demande alors pourquoi il frappe ce prisonnier. "C'est l'un des plus dangereux, me répond-il, il n'arrête pas d'essayer de se dégager les mains. Avec mes coups, je fais un exemple pour tous les autres prisonniers, pour leur montrer qu'ils n'ont pas intérêt à s'insurger. Il y a déjà eu des tentatives de soulèvement, et il faut qu'ils en tirent la leçon." Je lui demande alors : "Qui t'a donné l'ordre de te comporter ainsi ?". "Ça vient du commandement du régiment." Et, pour parfaire mon instruction, il ajoute : "C'est tout ce qu'ils méritent", m'expliquant que c'est là la bonne méthode "pour qu'ils ne nous plantent pas un couteau dans le dos".

Plus loin, je vois deux robustes soldats passant entre les rangées. Ils tiennent entre leurs mains des bâtons, longs d'un mètre et demi et épais de dix centimètres. Ils frappent sans discernement, à droite et à gauche, assènent leurs coups sur les têtes, les épaules, les dos, les mains. Derrière eux, un autre soldat passe entre les rangs qui se sont défaits et ne sont plus droits comme un manche à balai. Il les redresse en tirant sur les cheveux des têtes qui dépassent. Il tire dans tous les sens, jusqu'à ce que la rangée soit, à son avis, à nouveau bien droite.

Les prisonniers ont reçu l'ordre de rester assis, le dos courbé vers l'avant et la tête entre les genoux. L'air empeste une odeur d'urine et d'excréments. Certains semblent avoir perdu connaissance. D'autres gémissent, pleurent doucement de douleur ou de terreur. Il en est qui supplient qu'on leur

donne un peu d'eau. Les blessés geignent, suppliant qu'on les soigne. D'autres encore prient, ou demandent pitié. Et enfin il y a ceux qui sont assis, silencieux, courageux. Ils vous plantent droit dans les yeux un regard intrépide, où l'on sent briller la haine.

Je me souviens d'avoir conduit des dizaines de milliers de prisonniers allemands à la fin de la guerre mondiale, en Italie, vers les camps du Sud. Nous avions des ordres clairs et stricts. "Pas question de porter atteinte au corps ou à l'honneur des prisonniers. Quiconque enfreindra les ordres sera sévèrement puni." Bien sûr, il arrivait lors des haltes que quelque chauffeur descende d'un camion et se mette à battre les détenus. Mais il était aussitôt interrompu. Il ne s'agissait que de cas isolés. La grande majorité des soldats, aussi bien ceux issus des kibboutzim que ceux de la ville, acceptaient ces ordres sans difficulté et s'opposaient à toute brutalité à l'égard des prisonniers, même allemands.

En sortant de cette cour, j'ai entendu un soldat supplier le préposé de la police militaire posté à l'entrée : "Laissez-moi rentrer là-dedans, je leur montrerai comment il faut frapper sur tous ces salopards; je les tuerai de coups". Je ne suis pas resté pour connaître la suite...

Mardi 22 juin : *"Et ces bêtes sauvages appartiennent à mon peuple, mon propre peuple 'élu' !"*

Ce matin, j'ai fait réparer la voiture. Au garage, j'ai rencontré un vieil ami, membre du kibboutz Hanita, qui m'a ouvert son cœur. "Crois-moi, Dov, m'a-t-il dit, si j'avais su que tel serait un jour le visage de notre Etat, j'en serais parti il y a trente ans." *(...)*

Sur la route, je me suis arrêté près d'un verger. J'ai pris des photos des réfugiés du camp de Rachidieh qui se trouvaient là, dans un état lamentable. Des bébés, des femmes en larmes, quasiment pas d'hommes. Un homme, d'âge avancé, s'est approché de la voiture, accompagné d'une femme et d'une petite fille. Il s'appelle Diab el Hassan. Il a soixante-deux ans. Il a été arrêté comme suspect puis a été libéré, après avoir été roué de coups. "Ils m'ont frappé jusqu'à en être rassasiés, puis m'ont relâché", me raconte-t-il. Quelle paroles caractéristiques : "Jusqu'à en être rassasiés" ! Et ces bêtes sauvages appartiennent à mon peuple, mon propre peuple "élu" !

Samedi 26 juin : *"Il faut se venger sur les familles de combattants, afin qu'elles se souviennent jusqu'à la dernière génération de ce que Tsahal, l'armée d'Israël, leur a fait."*

De toutes les guerres d'Israël, c'est la première fois que les terroristes manifestent une telle vaillance. Peut-être que leur infrastructure sera détruite, que leur direction tombera, mais dans cette guerre est née une nouvelle génération, une nouvelle période s'est ouverte, qui restera dans les annales du monde palestinien comme une période héroïque, sur les fondements de laquelle seront éduquées les futures générations. Et comme nos dirigeants et nos grands stratèges militaires n'ont rien vu, rien compris ni rien appris, *(...)* la prochaine campagne, car il y en aura une, tôt ou tard, sera dix fois plus dure *(...)*.

L'indifférence à l'égard de la population civile a atteint cette fois des proportions monstrueuses, jamais connues auparavant. Dans toutes les discussions de mon unité d'aide à la population, il a été dit et répété que cette aide ne concerne que les seuls Libanais. Il s'agit de punir les Palestiniens : les bébés, les femmes, les vieillards et les hommes non combattants. Il faut se venger sur les familles des combattants, afin qu'elles se souviennent jusqu'à la dernière génération de ce que Tsahal, l'armée d'Israël, leur a fait. Toute l'armée israélienne est en train de changer de nature. Partout je me suis heurté à des actes honteux d'humiliation envers l'honneur de l'être humain, aux pires traitements à l'égard de femmes et d'enfants. *(...)* Pour sauvegarder la bonne image d'Israël, on essaie d'empêcher autant que possible la présence de la presse. De même minimise-t-on le plus possible le nombre des morts, et l'on compte les maisons détruites sur les doigts de la main *(...)*.

Mercredi 26 janvier 1983 : *"Vous êtes un peuple de singes. Vous êtes des terroristes et nous allons vous briser le crâne. Vous voulez un pays? Allez le construire sur la Lune."*

Retour à Saïda. Cette fois, j'y viens en qualité de membre du Comité intitulé "Citoyens pour l'aide humanitaire au Liban". J'y suis l'hôte d'un ami palestinien, membre du Comité des réfugiés du Sud-Liban à Aïn El-Hiloué.

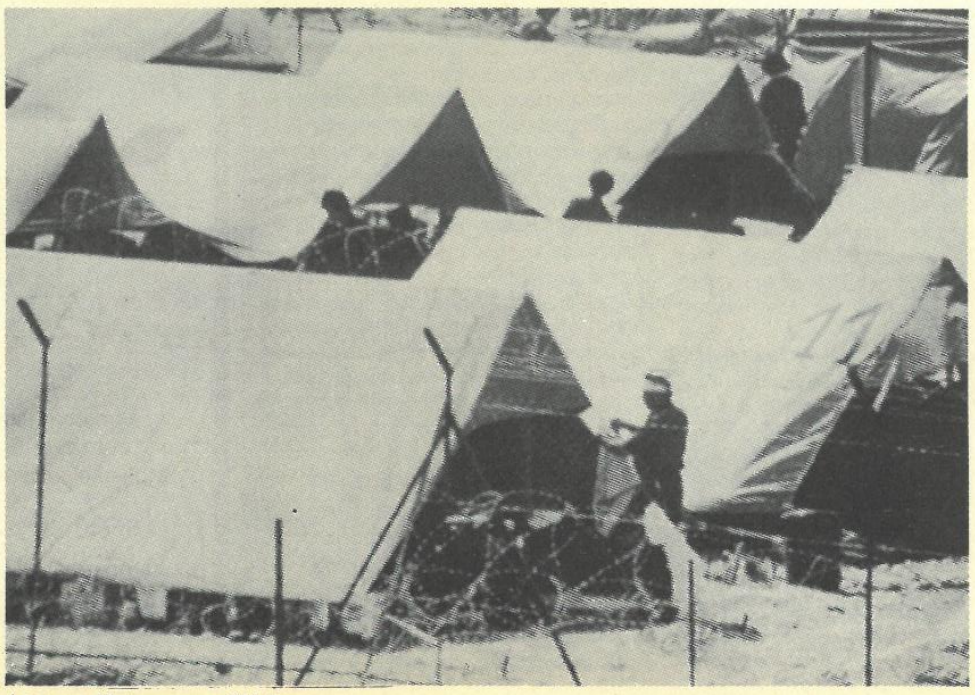
Au camp, j'ai entendu le témoignage de l'un des détenus libéré du camp des "amené" [1], à El-Ansar.

Voici donc l'histoire d'un "amené".

"J'ai été arrêté sur la simple identification arbitraire d'un "singe" [2]. Nous avons été rassemblés dans la cour du couvent. Dès le début de notre arrestation, coupables ou innocents, nous avons été indistinctement battus, affamés, assoiffés et humiliés. Au moins sept détenus sont morts et ont été enterrés dans le cimetière musulman de Saïda. *(Le fossoyeur l'a confirmé et le porte-parole de l'armée a annoncé qu'une enquête était ouverte sur les causes de leur mort. D.I.) (...).*

"Lorsqu'on nous a fait monter dans les autobus pour nous conduire en Israël, les coups ont continué à pleuvoir. Quand nous ne comprenions pas les ordres qui nous étaient donnés, ou que nous ne nous exécutions pas assez vite, on nous frappait. Tout le temps, nous avions les yeux bandés. Dans l'autobus, nous devions baisser la tête sur le siège de devant, et à chaque mouvement contraire, on nous frappait.

"Arrivés à Biyadah, la colonne s'est arrêtée et les soldats sont descendus pour uriner. Nous n'y avons pas eu droit. Abou-Sohel el-Ali, un habitant d'Aïn El-Hiloué, âgé de cinquante-cinq ans, malade du cœur et du diabète, s'est senti mal. Il demandait tout le temps à descendre pour respirer. Avant l'arrêt à Biyadah, alors que l'autobus roulait encore, il a été éjecté dehors par un soldat. Il est tombé sur le bord de la route et en est mort. Son fils Sohel, qui était dans l'autobus, a voulu sauter pour l'aider, mais on l'en a empêché en le frappant sauvagement. Le corps du mort a été emporté par des soldats. La famille, à Aïn El-Hiloué, n'a jamais reçu son cadavre et, jusqu'à ce jour, elle ne sait pas où il est enterré. Sohel, quant à lui, est toujours détenu à El-Ansar.



Le camp d'internement d'El-Ansar.

Troupes d'occupation israéliennes au Liban.

"A Meggido (en Israël), l'essentiel des interrogatoires se résumait en une exigence : avouer que nous étions membres de l'une des organisations palestiniennes. Finalement, tout le monde finissait par avouer. Il était clair que les coups se poursuivraient sans cesse jusqu'aux aveux. On nous a fait revêtir des vêtements militaires, qui servaient ensuite de "preuve" aux enquêteurs pour prétendre que nous étions des "soldats" lorsqu'on nous a capturés *(...)*.

"En général, on nous interrogeait par groupes de cinq. L'un était interrogé pendant que les autres regardaient, afin d'être eux-mêmes amadoués avant d'y passer. L'une des méthodes utilisées pour terroriser les plus importants d'entre nous ou les réfractaires, c'était les chiens tenus en laisse par les enquêteurs.

"Il y avait à Meggido un trou entouré de barbelés où certains détenus étaient enfermés, gardés par des soldats. C'était toujours les mêmes qui frappaient, à coups de matraque, des spécialistes. Ils cherchaient à toucher les parties du corps les plus sensibles, y compris les parties génitales *(...)*.

"Après trois semaines à Meggido, j'ai été transféré à El-Ansar. A notre arrivée, ligotés et les yeux bandés, les coups ont commencé à pleuvoir. Ils utilisaient surtout des piquets de tente. On avait très peu à boire et à manger. Il en a été ainsi jusqu'en août, lorsqu'il y a eu une première visite de membres de la Croix-Rouge. La situation s'est ensuite un peu améliorée. On a créé une infirmerie, où des médecins détenus ont pu travailler. On leur a donné quelques médicaments de base, pris un peu n'importe comment et en quantités arbitraires. Le médecin militaire n'est jamais venu à l'infirmerie.

"Le camp d'El-Ansar est partagé en divisions de quatre cents à cinq cents prisonniers, à raison de trente par tente. On dormait à terre, serrés comme des sardines, sans pouvoir bouger. A la tête de chaque tente est nommé un responsable, et c'est lui qui doit administrer les punitions lorsqu'il y a du désordre. C'est lui qui est chargé de frapper les punis. Quand il frappait trop tendrement au goût des soldats, ils lui criaient de frapper plus fort. Il y a eu des cas où les soldats ont ordonné à des détenus qui se disputaient entre eux de se frapper plus fort encore.

"Dans la division, il y a une cellule spéciale, en tôle, construite de façon à empêcher de s'asseoir ou de s'allonger. On ne pouvait que rester debout, et le sol était jonché de gravier et de morceaux de fer. L'été, la chaleur dans cette cellule était inouïe. La norme de la punition était de quatre heures; beaucoup sortaient de là évanouis et les pieds en sang *(...)*.

"Lors du premier rassemblement matinal qu'a effectué le commandant du camp, il a tenu un petit discours, nous déclarant : "Vous êtes un peuple de singes. Vous êtes des terroristes et nous allons vous briser le crâne. Vous voulez un pays ? Allez le construire sur la Lune. Si quelqu'un ici cherche à faire des histoires, on lui tire dessus".

"On nous traitait en permanence comme un troupeau de bêtes. Pourtant, il y avait aussi des soldats et des officiers humains qui nous parlaient un peu, surtout au moment des repas. Ils étaient très surpris de voir qu'il y avait parmi nous des intellectuels, des enseignants, des gens de toutes professions. Ils nous ont dit qu'ils imaginaient que tous les prisonniers étaient des terroristes et des sauvages.

"Pendant la fête du Ramadan, les femmes se sont approchées du camp. Elles pleuraient et nous appelaient de loin. Certains d'entre nous se sont avancés vers les barbelés; alors tout le monde a suivi et l'on s'est mis à crier avec extase : "Allah Akbar !", levant nos bras en direction des femmes. Personne n'a essayé de s'en prendre aux soldats ou d'arracher les barbelés. Mais les soldats se sont mis à tirer. Sur le sol, nous avons laissé deux morts et huit blessés *(...)*.

"La voiture blanche des enquêteurs, qui venait nous chercher pour les interrogatoires, nous l'appelions le "corbillard". Ceux qu'elle ramenait portaient des marques bleues sur tout le corps, certains avaient même le bras cassé. A chaque fois que je voyais cela, j'étais désespéré, je ne voulais plus manger, je ne voulais plus vivre. Je ne crois pas que quelqu'un ait pu passer par ce camp sans en garder ensuite des séquelles, physiques et psychiques. Moi-même, j'ai "pissé le sang" pendant ving-huit jours après mon interrogatoire. Aujourd'hui encore, je suis enflé et j'ai des douleurs. Mais le pire, c'est le désespoir.

"J'ai été libéré il y a un mois. Quand on m'a convoqué, j'ai cru que j'allais de nouveau être interrogé. Mais on m'a annoncé comme ça que j'étais libre. On ne m'a donné aucune explication. Après quoi, le commandant nous a réunis, ceux qui étaient libérés, et nous a tenu un discours sévère accompagné de menaces quant à nos activités à venir. Puis chacun d'entre nous a reçu une carte d'identité sur laquelle est inscrit : "Libéré d'El-Ansar"."

1. Les détenus du camp d'internement d'El-Ansar étaient dénommés par les autorités israéliennes "amenés", terme neutre et vague, car elles se refusaient à utiliser les termes de prisonnier, détenu ou interné.

2. "Singe" : surnom donné aux hommes masqués d'une cagoule utilisés par les Israéliens pour l'identification des "terroristes" parmi les populations internées.

Argentine :

«Le développement d'un syndicalisme de classe est inévitable»

Du Chili au Brésil en passant par l'Argentine et la Bolivie, les dictatures militaires du Cône sud de l'Amérique latine sont ébranlées ou renversées. Le développement même de la crise économique mondiale aggrave encore la faillite de ces régimes militaires et pousse le mouvement ouvrier au premier plan de la lutte contre ces dictatures. Mais le chemin qui mène à la libération nationale et sociale dans ces pays dépendants n'a rien d'une voie royale. Et l'une des conditions pour que les travailleurs puissent donner toute la mesure de leurs capacités de lutte, puissent prendre leur place à la tête du combat contre la dictature, c'est bien l'existence et le développement de syndicats indépendants et combatifs, démocratiques, en un mot "classistes". Ce sont là les questions que nous avons abordées avec Armando Jaime, syndicaliste argentin exilé en Espagne depuis 1979.

Armando Jaime commence son activité syndicale en 1949, dans le syndicat des tailleurs de Salta; à la même époque, il devient membre du Parti justicialiste (péroniste). Membre dirigeant du groupe "Péronistes révolutionnaires", permanent syndical depuis 1960, il est emprisonné de 1964 à 1966 et de 1970 à 1973. Membre de la direction de la Confédération syndicale CGT de Salta depuis 1973, il participe à la fondation, au niveau national, du regroupement des tendances syndicales classistes. Président du Front anti-impérialiste et pour le socialisme, il est porté, en 1974 déjà, sur la première liste des condamnés à mort de l'AAA (Alliance anticommuniste). Il entre alors dans la clandestinité.

* ENTRETIEN AVEC ARMANDO JAIME, SYNDICALISTE CLASSISTE.

La Brèche : **Peux-tu décrire les causes et les effets du coup d'Etat de 1976 ?**

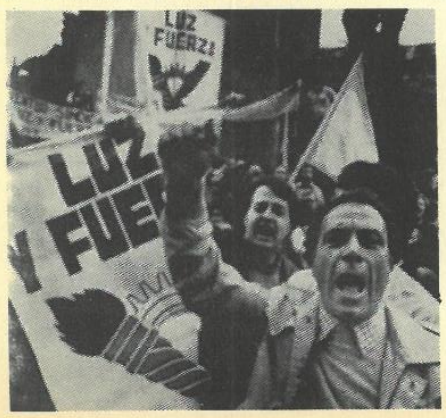
Armando Jaime : Quelques mois après le coup d'Etat du 24 mars 1976, le mouvement ouvrier était déjà en train de reprendre petit à petit l'initiative. On a vu d'abord quelques mouvements isolés, puis une grande poussée ces deux dernières années, pour arriver à la situation actuelle. Il y avait effectivement eu un recul très important quelques mois avant et après le coup d'Etat, ce qui avait fait penser à beaucoup que ce processus durerait de longues années.

Je pense que la cause principale de cette impasse était la grande confusion qui régnait à l'époque — avant le coup d'Etat — aux niveaux politique et syndical. Le péronisme qui avait reçu les votes des masses et des travailleurs était en train d'ignorer les conventions collectives, de réformer le code pénal, de travailler avec l'AAA *(Alliance anticommuniste argentine, groupe terroriste paramilitaire d'extrême-droite, ndlr).* Des forces de gauche appuyaient Isabel Peron et Lopez Rega au gouvernement; la guérilla urbaine et rurale se développait à un moment défavorable et la gauche révolutionnaire s'isolait des secteurs populaires. Le gouvernement, lui, usant d'une tactique adaptée aux circonstances, généralisait la répression : emprisonnements, disparitions et assassinats. L'offensive n'épargnait pas les syndicats, qui furent "intervenus" *(mis sous contrôle, ndlr),* ni les gouvernements provinciaux — soumis à des démissions forcées — ni l'Université, "intervenue" elle aussi.

Les causes du coup d'Etat doivent être situées dans le contexte de la lutte des classes et de la lutte anti-impérialiste. En effet les Forces Armées et les services de sécurité, qui représentent les intérêts de la grande bourgeoisie, ont toujours eu le projet de mener une répression à grande échelle. Ils voulaient arrêter la poussée des travailleurs vers la prise de conscience, anéantir leurs organisations et leurs dirigeants potentiels dans le but de freiner toute transformation sociale, politique, économique du pays. Sur ce point, ils étaient en accord avec la direction péroniste, la bureaucratie syndicale et la direction des principaux partis.

*** Quelles sont les causes de l'"aventure" des Malouines ?**

— Dans le magazine pro-gouvernemental *Somos* du 19 mars 1982, on pouvait lire : *"La menace constante d'agitation syndicale et politique nous fait penser inévitablement au Cordobazo",* suivi de l'annonce d'une possible *"explosion sociale" ("Cordobazo" : lutte quasi insurrectionnelle des travailleurs argentins dans la région de Cordoba en 1969, qui fut le prélude de la chute du dictateur Ongania, ndlr).* La "Multipartidaria" (regroupement des Partis radical, péroniste, démocrate-chrétien, du Mouvement pour l'intégration et le développement et du Parti intransigeant) présente alors un document intitulé "Avant qu'il ne soit trop tard", où elle propose la conciliation civilo-militaire pour éviter ce risque.



C'est dans ce cadre extrêmement critique pour les forces armées, après la mobilisation ouvrière du 30 mars, que, le 2 avril, les militaires se lancent dans l'aventure des Malouines. Elle coûte des centaines de vies humaines, provoque un appauvrissement encore plus grand de notre peuple et le renforcement du colonialisme anglais dans la zone antarctique. Menée dans le but principal de résoudre des problèmes politiques internes, la guerre des Malouines a surtout profité à la très réactionnaire Mme Thatcher, lui permettant de redorer son blason, considérablement terni par les événements d'Irlande.

*** Qu'en est-il des syndicats dans la situation actuelle ?**

— La dictature doit réintégrer immédiatement les syndicats dans tous leurs droits; c'est une revendication incontestable. Mais il faut aussi récupérer les syndicats des mains des dirigeants conciliateurs. C'est la ligne de lutte des travailleurs qui ne veulent pas être manipulés, c'est celle du syndicalisme classiste. D'un côté la restitution des propriétés syndicales, de l'autre la lutte des travailleurs pour mettre une direction classiste à la tête des syndicats, telles sont les conditions nécessaires pour que les syndicats puissent jouer leur rôle de défense des intérêts des ouvriers et des travailleurs en général, et pour qu'ils puissent se constituer en colonne vertébrale de toute transformation révolutionnaire.

*** Quelle politique mènent actuellement les directions syndicales ?**

— Les directions actuelles de la CGT (Azopardo ou Bresil) sont des directions bureaucratiques :

* elles soutiennent et défendent le système capitaliste en faisant barrage au sein du mouvement ouvrier contre toute transformation de fond de la société argentine.

* Elles sont antisocialistes et anticommunistes, et c'est ce qu'elles expriment par leurs idées de "conciliation" et leurs formulations corporatistes.

* Elles ne montrent aucune volonté d'être des transformateurs sociaux; au contraire, elles n'aspirent qu'à leur confort personnel.

La situation des cadres moyens, des délégués est très différente. Parmi ces couches on voit toujours des attitudes combatives; il en surgit des dirigeants, des courants qui expriment les exigences de la base, et qui témoignent, indépendamment de leurs idées politiques, de conscience et d'honnêteté dans la lutte syndicale. C'est ce syndicalisme classiste et combatif que la dictature a réprimé et qu'elle continue à réprimer le plus, avec une méthode connue par tout le monde : la détention-disparition. Aujourd'hui, alors que la majorité des dirigeants intermédiaires, des délégués, des commissions internes s'affrontent à la dictature militaire et aux patrons dans la lutte pour leurs revendications, la direction bureaucratique a pour rôle de freiner les luttes.

Buenos Aires, décembre 1982 : manifestation ouvrière contre la dictature et la crise. Photo du bas : manifestants du syndicat des travailleurs de l'électricité.

*** Quelles sont dans ce cadre les possibilités d'action des courants classistes ?**

— Les secteurs classistes combatifs ont été durement touchés depuis 1974. Un certain nombre de camarades ont été assassinés, d'autres sont parmi les détenus-disparus comme Leandro Forte (syndicat des travailleurs de la canne à sucre), Marina Viles (enseignants), Jorge di Pascuale (pharmacie), René Salamanca (mécaniciens), Ramon Beron (industrie de la viande), Argentino Cabral (métallurgie), René Caro (caoutchouc), Hilda Cardozo et Gladys Porcel (CGT classiste) et tant d'autres.

Il est indéniable qu'après une telle répression, la réorganisation des courants classistes et combatifs sera difficile. Cependant, la réactivation est en vue; le développement d'un syndicalisme de classe est inévitable face à la crise actuelle.

Ce qui est important pour le bon développement de ce processus est que les dirigeants classistes et combatifs ne se découragent pas, qu'ils se trouvent à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, qu'ils ne cèdent pas au chant des sirènes de la bureaucratie syndicale et essaient de créer des organisations de caractère indépendant : je considère que nous devons lutter pour une CGT unique, mais en renforçant, à l'intérieur de cette confédération et dans les syndicats, les courants classistes. Il faut développer — avec prudence, pour éviter la répression et la délation — la lutte interne, et impulser avant tout une lutte intransigeante contre la dictature militaire.

*** Que représente dans ce cadre la revue *Propuesta* ?**

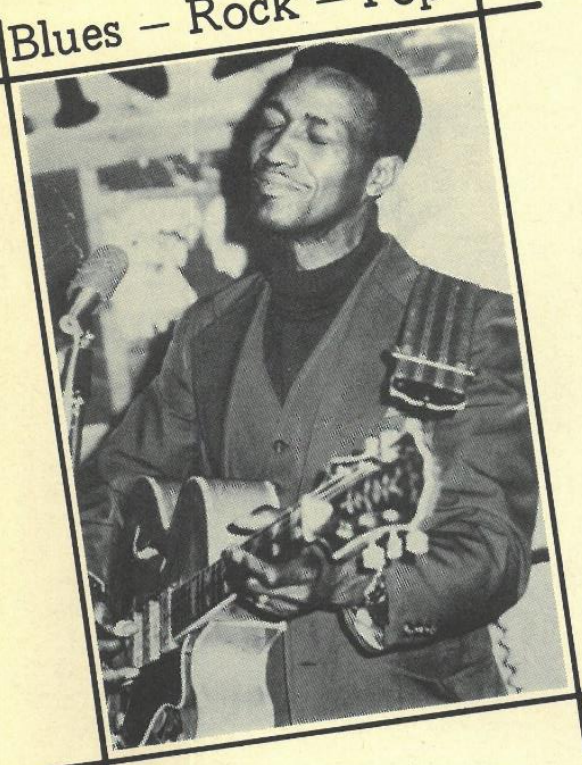
— *Propuesta* est un journal fondamentalement politique où confluent divers courants de gauche. Son propos est de recréer un lieu favorable à l'unité ouvrière et populaire. Son agitation et sa propagande vont dans ce sens. Nous impulsons cette unité sur la base de certains accords élémentaires, tels que la dénonciation de la dictature militaire, le refus de la transition dans la continuité et de la "convergence civilo-militaire", ainsi que la nécessité de la construction d'un pôle révolutionnaire ouvrier et populaire. Celui-ci doit être indépendant politiquement, idéologiquement et organisationnellement des partis et fronts de la bourgeoisie. Il doit promouvoir la lutte pour toutes les revendications sociales et politiques des travailleurs en faisant le lien avec la nécessité de la révolution socialiste et avec la lutte impérialiste. Nous considérons que dans la lutte pour la démocratie et la liberté, deux revendications ne peuvent être négociées : "Toute la lumière sur les détenus-disparus" et "Jugement des responsables de la répression".

Sur le plan international, nous sommes solidaires des révolutions cubaine et nicaraguayenne, du FMLN-FDR du Salvador, de l'URNG du Guatemala et de tous les mouvements de libération sociale et nationale des peuples opprimés du monde.

*** Comment vois-tu les prochaines élections promises par la dictature ?**

— Sincèrement, la situation n'est pas rose : les conditions existent pour briser, ou au moins pour faire reculer la dictature militaire. Mais la "Multipartidaria" et la bureaucratie syndicale sont en train de la sauver face à la poussée ouvrière et populaire. Ils sont en train de négocier un compromis selon lequel le gouvernement issu des élections — qu'il soit radical ou péroniste — ne touchera pas aux problèmes suivants : détenus-disparus, corruption, aventure des Malouines, répression, dette extérieure, revendications sociales, et ne modifiera pas dans sa substance le programme économique de la dictature !

Blues – Rock – Pop :



et

Pères noirs fils blancs

L'expression "pères et fils" *(Fathers and Sons)* est née lors d'enregistrements réunissant de grands musiciens noirs du blues et des musiciens blancs, issus du rock ou du pop. L'expression ne désigne pas simplement la différence d'âge entre les bluesmen noirs et leurs élèves blancs, elle souligne aussi une autre filiation : le "père", c'est le blues, le rock ou le pop, le "fils".

Le blues moderne de l'après-guerre. Son influence décisive sur le rock et le pop

Le blues représenta — et représente encore — la source principale d'inspiration de la musique rock et pop. Sans le blues moderne de l'après-guerre (fin des années quarante et années cinquante), joué sur des instruments électrifiés, et qui se développa surtout à Memphis et à Chicago, les formes musicales essentiellement blanches du rock et du pop sont impensables. Une relation admise sans autres par le célèbre guitariste britannique **Eric Clapton** : *" (...) de temps en temps, tu dois revenir au blues, pour recharger tes accus".*

On ne saurait toutefois considérer le rock et le pop comme un simple pillage et une commercialisation du blues; malgré ce que ces musiques doivent au blues, elles sont aussi des manifestations socio-culturelles propres.

La naissance du blues moderne

Le blues moderne de l'après-guerre a pour cadre la (dernière) grande migration des travailleurs noirs, qui, à la fin des années trente, quittèrent le Sud agricole des Etats-Unis pour rejoindre les métropoles industrielles, généralement situées au Nord. Chicago se trouvait au centre de ce mouvement.

Le développement de l'économie de guerre attira des masses de travailleurs noirs, qui transformèrent des quartiers entiers des grandes cités en ghettos noirs.

Après la deuxième guerre mondiale, de très nombreux travailleurs noirs se retrouvèrent à la rue, les blancs revenant du front reprenant leurs anciennes places de travail, entre temps occupées par ces migrants noirs. Ce n'est donc nullement par hasard que l'on trouve, dans un blues traitant de la situation des travailleurs noirs, une expression comme *"last hired, first fired"* (dernier engagé, premier viré). Cette évolution rendit les conditions de vie dans les ghettos encore plus catastrophiques. Le mouvement ouvrier américain, imprégné de racisme, ne put et ne voulut pas combattre cette dégradation.

Le blues, l'une des formes d'expression musicale les plus importantes de la minorité noire aux Etats-Unis, témoigna de cette modification des conditions de vie du prolétariat et du sous-prolétariat afro-américain. De manière générale, il se fit plus dur et plus agressif. Le blues rural des Etats du Sud, transplanté dans les grandes cités par les bluesmen qui avaient suivi les travailleurs noirs, reçut des formes orchestrales. L'électrification de certains instruments (guitare, harmonica) constitua un apport essentiel à la formation d'un blues urbain.

L'industrie du disque, raciste et euro-américaine

La naissance et le développement du rock et du pop entraînèrent par contrecoup une reconnaissance internationale du blues. A partir du début des années soixante, son public, composé jusqu'alors surtout de prolétaires et de sous-prolétaires noirs, s'élargit à une couche de blancs. Les bluesmen trouvent alors des possibilités d'enregistrements et de tournées en Europe également. Des bataillons entiers de musiciens blancs commencèrent à copier leurs modèles noirs et les plus doués d'entre eux dépassèrent bientôt le stade de la simple imitation. Cet engouement ne doit cependant pas faire oublier les conditions réelles de cette nouvelle notoriété. Ainsi, si l'on compare le montant des cachets des artistes noirs — même ceux des bluesmen les plus célèbres et les plus influents, comme **John Lee Hooker, Lightnin' Hopkins, Elmore James, B.B. King, Jimmy Reed, Muddy Waters, Sony Boy Williamson** ou encore **Howlin' Wolf** — avec ceux des stars du rock ou du pop, la comparaison se fait largement au détriment des premiers. Le chanteur et guitariste de blues **Luther Allison** explique à ce propos : *"Je me fais 300, 400 ou 500 dollars par soirée. Et les Rolling Stones passent avec moi sur la même scène et se font 80 000 dollars avec les mêmes chansons".*

L'industrie musicale, dominée par le capital euro-américain, partie intégrante du capitalisme raciste US, sait parfaitement que même un mauvais imitateur blanc trouve une meilleure audience auprès d'un large public blanc que son modèle noir. Et elle utilise cela sans vergogne.

Les déclarations de **Sam Philipp,** brillant producteur de disques et découvreur d'**Elvis Presley** sont révélatrices : *"Si au moins je pouvais trouver un artiste blanc capable de mettre dans ses chansons autant de sensibilité et de spontanéité que les artistes noirs...".* Ainsi, par exemple, les premiers succès de **Presley,** *That's Allright Mama* et *My Baby Left Me* sont des copies assez pâlottes de deux blues d'**Arthur Crudup,** qui — contrairement à **Presley** et à bien d'autres chanteurs blancs qui reprirent ces titres — ne gagna pas un centime à leur succès. Et comme **Presley** prétendit qu'il avait écrit lui-même ces titres, **Crudup** dut même verser des droits d'auteur chaque fois qu'il chantait ses propres créations !

Muddy Waters.

Il en alla de manière semblable pour le chanteur de blues et de rythm'n blues **Joe Turner** et son titre *Shake, Rattle and Roll.* Bien qu'il en ait déjà fait un succès sous son nom, la piteuse version (au texte affadi et à la musique gominée) de **Bill Haley** se vendit à près de cinq millions d'exemplaires, chiffre dont **Turner** ne pouvait que rêver. Et les exemples du même genre sont légion.

Il y a toutefois des musiciens blancs de rock et de pop — comme jadis les **Rolling Stones,** les **Canned Heat, Eric Clapton, Michael Bloomfield** ou **Paul Butterfield** — qui firent constamment et publiquement référence à leurs inspirateurs noirs. Ils n'eurent toutefois qu'un succès limité auprès du grand public blanc.

La musique pop et rock influença en retour, dans une mesure restreinte, le blues. Quelques jeunes guitaristes de blues énumèreront parmi leurs modèles non seulement **B.B. King** ou **Buddy Guy,** mais aussi **Jimmy Hendrix.** En outre, quelques formations noires de blues comptent dans leurs rangs des musiciens blancs; cela non seulement pour augmenter leur popularité auprès du public blanc, mais aussi pour entretenir un meilleur contact avec ce public. En effet, les anciens bluesmen ont souvent, vu le "fossé" culturel et social, de la peine à entrer en contact avec le public blanc, dont ils dépendent pourtant aussi économiquement parlant.

Plus de "fils noirs" pour le blues ?

L' "internationalisation" du blues portait en même temps sa propre crise. L'industrie musicale blanche utilisa sa position de monopole pour discriminer relativement le blues, moins profitable que le rock, le pop ou le disco. Le blues s'aliéna ainsi à plusieurs reprises la jeunesse noire. Cette perte de popularité du blues parmi la jeunesse afro-américaine contribua à sa désorientation culturelle. Cette évolution fit d'autre part pression sur les bluesmen pour qu'ils adaptent leur musique aux modes musicales lancées par l'industrie du disque, ce qui déboucha en partie sur un abâtardissement du blues.

Le nouveau public blanc — essentiellement européen — d'amateurs de blues a certes contribué et contribue encore au succès et à la renommée de plusieurs musiciens de blues; il ne peut toutefois remplacer un public noir, car pour survivre et se développer, le blues continue à avoir besoin de la minorité afro-américaine, comme base sociale et culturelle.

Ces derniers temps, un tournant semble se dessiner : à la suite d'une nouvelle prise de conscience de son identité propre, la jeunesse afro-américaine se tourne à nouveau vers le blues et de jeunes noirs se remettent, de plus en plus nombreux, à jouer le blues. On trouvera un exemple de ce renouveau dans le disque récemment paru de **Lurrie Bell** et **Billy Branch,** *Chicago's Young Blues Generation* (L + R Records, LR 42.049).

Ornette

Muddy Waters (1915 - 1983) :

MORT D'UN "PÈRE NOIR"

L'article ci-dessus est dédié au grand musicien de blues Muddy Waters, mort le 31 avril de cette année.

Chanteur de blues et guitariste, Muddy Waters (de son vrai nom : Mc Kingley Morganfield) joua un rôle décisif dans la naissance du blues moderne, joué sur des instruments électrifiés, dans les années cinquante à Chicago. Cette forme musicale, fortement marquée par Muddy Waters, a largement inspiré le rock et le pop. Muddy Waters, l'archétype du "père noir", a — surtout au début des années soixante — influencé durablement une génération de musiciens américains et européens de pop et de rock. Il a ainsi puissamment contribué à l'audience internationale du blues. A tel point que le nom de l'un des groupes de rock et de pop les plus connus, les Rolling Stones, est en fait le titre d'une chanson de Muddy Waters.

Il existe de nombreux enregistrements remarquables de Muddy Waters. Un bon choix de ses "classiques" (fin des années quarante, début des années soixante) se trouve sur le double album Muddy Waters *(Chess/Vogue 427.005). Le disque bon marché* I'm A Country Boy *(Blues Roots, vol. 11, Teldec 6.24801 AG) donne surtout un aperçu de la période intermédiaire de création de Muddy Waters (années soixante). Mais même ses derniers enregistrements, comme* Hard Again *(Blue Sky, 81.853) ou* Live *(Blue Sky, 83.422) confirment de manière impressionnante que le blues est l'une des formes d'expression musicale les plus importantes du XXe siècle.*

Dans le cadre du MONTREUX JAZZ FESTIVAL, **Casino de Montreux, vendredi 15 juillet,** 20h.30 : "Tribute to Muddy Waters", avec *Luther Allison Band, Willie Dixon + Orchestra, John Hammond, John Lee Hooker + Orchestra.* Fr. 40.–. Rens., location 021 / 63 12 12.

Louisiana Red :

LE BLUES ANTINUCLÉAIRE

Après la critique sociale exprimée dans ses deux disques *New York Blues* (L + R Records, 42.002) et *Reality Blues* (L + R, 42.011) — cf. *La Brèche* no 288 du 18 décembre 1982 — le guitariste et chanteur de blues noir Louisiana Red vient de publier un nouveau disque : *Anti-Nuclear Blues* (L + R, 42.045). Ce disque a été enregistré en Allemagne fédérale où Red participa, avec d'autres, à la grande fête des "Verts" lors des élections fédérales. Comme le titre du disque l'indique, il traite surtout de thèmes du mouvement antiguerre et anti-atomique *(Anti-Nuclear Blues, No More Destruction In This Land),* non sans s'en prendre au passage à la politique antisociale de Reagan *(Reagan Is For The Rich Man).*

Prenant pour exemple l'effondrement économique de la cité industrielle de Detroit, Red dénonce le fléau de la faim, qui, par suite de la récession et du chômage, a fait massivement réapparition parmi le prolétariat américain *(Starving In Detroit, Still Crying About Detroit).* Dans certaines chansons de cet album, Louisiana Red, qui joue aussi bien de la guitare sèche que de l'électrique, est accompagné par le guitariste allemand Gerhard Engbarth. *Anti-Nuclear Blues* est une nouvelle remarquable production de ce bluesman, à la fois tout à fait contemporain et profondément enraciné dans la tradition du blues.

Nicaragua :

«Notre devoir de chrétien est de participer au processus révolutionnaire»

photo Sergio Medina

Ernesto Cardenal et la représentante de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG), Julia Esquivel, lors de la manifestation de Berne.

* ENTRETIEN AVEC ERNESTO CARDENAL

Ministre nicaraguayen de la culture, écrivain, prêtre révolutionnaire, Ernesto Cardenal participa à la fois à la grande manifestation nationale contre l'intervention américaine en Amérique centrale (qui réunit près de 6 000 personnes à Berne le 4 juin) et aux assemblées publiques de Genève, Berne et Zurich, qui rassemblèrent environ mille personnes chacune. Il tint aussi plusieurs conférences de presse. Toute cette activité contribua incontestablement à renforcer le mouvement de solidarité. Lorsqu'il reçut, en octobre 1980, le prix de la paix des libraires allemands, il fut qualifié à cette occasion de personnalité ouverte, humaine. C'est une impression semblable qui se dégage de son bref séjour dans ce pays, renforcée sans doute par la position critique à l'égard de la dictature polonaise qu'il exprima à Genève.

L'entretien qui suit a été réalisé, vu l'emploi du temps surchargé d'Ernesto Cardenal, en quatre étapes.

La Brèche : **Quelle est l'influence de l'invasion des contre-révolutionnaires somozistes, soutenus et dirigés par les USA, sur le climat social au Nicaragua ? Les gens ont-ils peur ?**

Ernesto Cardenal : L'invasion a renforcé l'unité du peuple, du gouvernement et du FSLN. La volonté de défendre le pays et la révolution s'est développée. Au nord, dans la région qui borde le Honduras, l'invasion a naturellement une grande influence sur la vie quotidienne. On y vit dans le risque permanent de se faire tuer. Les somozistes procèdent uniquement par embuscades, tirant sur tout ce qui passe devant leurs armes, même des véhicules civils ou des paysans au travail. Hier j'ai discuté avec un prêtre suisse, qui vient de rentrer du nord du Nicaragua. Il disait qu'il était impressionné par le sérieux et la résolution de cette population durement éprouvée.

*** La population soutient-elle vraiment fermement le gouvernement ?**

— Les pauvres certainement, les riches plutôt pas ! Nous avons introduit un système sanitaire gratuit qui profite aux pauvres, pas aux riches. Ces derniers pouvaient déjà avant se faire soigner à Miami. Les écoles gratuites n'ont pas davantage profité aux riches, qui disposaient déjà auparavant de très bonnes écoles. Même la répartition des terres n'a profité qu'aux pauvres.

*** Quelles sont les conséquences de la guerre sur l'économie et les conquêtes sociales de la révolution ?**

— A cause de cette guerre, nous devons détourner beaucoup d'argent pour des tâches militaires. Mais il faut souligner ici que nos dépenses pour la défense sont bien plus réduites que les médias ne le prétendent souvent. Ainsi, par exemple, nous n'achetons pas d'armes. Nous nous les faisons offrir — naturellement sans conditions aucunes. Le Nicaragua ne possède que des armes défensives. Ainsi nous avons une aviation faible et de mauvaise qualité, mais par contre un très bon système de défense anti-aérienne. Nous avons quelques mauvais tanks, mais par contre un bon système de défense antichar.

Malgré la guerre, nous poursuivons notre programme d'alphabétisation et de développement culturel. Les aliments de base ne sont pas devenus plus chers. Les systèmes sanitaire et scolaire sont restés gratuits. Bien sûr, nous avons été obligés d'en rabattre. Par exemple, nous avions le projet de sauver — avant qu'il ne meure de pollution — le grand lac situé au cœur du Nicaragua, un symbole national. Au lieu de pouvoir utiliser cet argent pour une politique écologique, pour sauver l'eau de ce lac, Reagan nous oblige à le dépenser pour sauver le pays et la révolution. Mais nous ne renoncerons pas au projet.

*** La production la plus importante du Nicaragua est le coton. Essayez-vous de vous dégager de cette monoculture ?**

— Oui, absolument, pour des raisons économiques et écologiques. Parce que nous dépendons profondément du coton, nous sommes pris dans le marché mondial comme un bateau dans une tempête. En outre nous devons importer beaucoup de moyens techniques pour sa culture, ce qui commence à nous coûter cher. S'y ajoute le fait que les plantations de coton exigent que d'immenses surfaces soient défrichées, que tous les arbres soient abattus. Il y a alors érosion, le sol est ravagé, l'humus est balayé, emporté par les vents. Nous travaillons à un programme de reboisement. J'ai entendu dire que la Suisse avait une grande expérience en la matière.

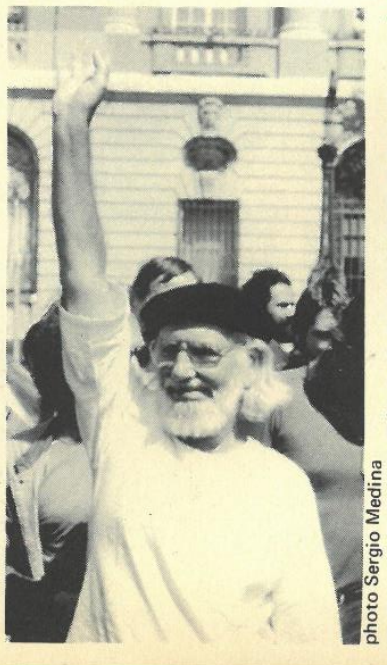


photo Sergio Medina

*** Au Nicaragua, il y a visiblement deux Eglises. D'une part cinq prêtres font, en tant que ministres, partie du gouvernement sandiniste. D'autre part l'archevêque Obando y Bravo est l'un des adversaires les plus décidés de la révolution sandiniste.**

— Au Nicaragua, il n'y a pas deux Eglises. Il n'y en a qu'une, mais elle est divisée. C'est la division entre riches et pauvres, qui a toujours existé et qui entraîna déjà l'intervention de l'apôtre Paul contre les cités corinthiennes. Lors de révolution, lorsque les pauvres s'insurgent contre les riches, cette division devient simplement plus visible. La grande majorité des chrétiens de mon pays est du côté de la révolution. La visite du pape l'a aussi confirmé, quand 700 000 personnes — un tiers de tous les Nicaraguayens — ont accueilli le pape et se sont prononcées majoritairement pour une jonction entre l'Eglise et la révolution.

*** On prétendit alors que les Sandinistes avaient organisé les interruptions du discours du pape et qu'en outre ils ne respectaient pas les libertés religieuses.**

— Aucun gouvernement n'a fait autant pour que le maximum de gens puissent voir le pape. Il a mis à disposition tous ses véhicules, ainsi que l'essence nécessaire, bien que nous n'en ayons pas de trop. Nous, chrétiens nicaraguayens, attendions du pape qu'il se prononce clairement pour la paix et contre l'invasion. Il a malheureusement omis de le faire et cela a déçu et irrité les gens. Les interruptions, les cris comme *"le christianisme et la révolution sont faits l'un pour l'autre"* étaient spontanés. Le pape a encore jeté de l'huile sur le feu, lorsque de manière autoritaire et sèche, il a réclamé le silence. Les dirigeants sandinistes se sont comportés avec beaucoup de retenue.

Au Nicaragua, il y a une liberté absolue en matière de culte et de religion. Dans aucun autre pays d'Amérique centrale les prêtres ne vivent et n'agissent avec plus de liberté que chez nous.

*** Peut-on être marxiste et chrétien ?**

— A Rome, on a toujours dit qu'un marxiste ne pouvait absolument pas être chrétien, car en étant marxiste, il était nécessairement athée. Mais je ne crois pas qu'il soit du ressort de Rome de décider qui est marxiste et qui ne l'est pas.

Le marxisme et le christianisme ont un but en commun : nous, les chrétiens, l'appelons la réalisation du royaume de Dieu sur la terre. Cela veut dire une société sans égoïsme dans laquelle tous les biens de la terre et les fruits du travail sont partagés fraternellement. Le socialisme authentique, profond, comme Marx le postulait, nous rapproche davantage de ce but que le capitalisme.

*** Tu ne vois donc pas de contradiction entre le christianisme et la révolution ?**

— Non, car le vrai christianisme veut une modification fondamentale de toutes les structures humaines. Cela signifie une révolution. Une telle modification radicale est en cours au Nicaragua. Notre devoir de chrétien est de participer au processus révolutionnaire et de le protéger contre l'extérieur.

*** Qu'attends-tu de nous en Suisse ?**

— La solidarité. Nous avons besoin de moyens financiers pour les écoles, pour le système de santé, pour le reboisement. Mais surtout nous avons besoin de solidarité politique. Par exemple d'une déclaration de parlementaires contre la politique de Reagan en Amérique centrale, comme des députés ouest-allemands viennent d'en faire une. Ou encore, de manifestations de masse comme celle d'aujourd'hui !